



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 24 SEPTEMBRE 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Systèmes d'Information

L'an deux mille quinze le vingt quatre septembre à dix huit heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

Objet de la délibération:  
**Convention de  
Programmation et  
de Suivi des  
Déploiements FttH  
dans le Var**

**REPRÉSENTÉS :**

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Yves BACQUET, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOIS, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Thierry PESCE pouvoir à Régis ROUX, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

**ABSENTS :**

Gilbert BOUZEREAU, Florence LEROUX, Sandrine MARY-BOUZEREAU

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Monsieur Alain PARLANTI

Transmis le : 01.10/2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 01.10.2015



La stratégie gouvernementale pour le déploiement du très haut débit est déclinée au sein du « Plan France Très Haut Débit » dont l'objectif final est le déploiement de nouveaux réseaux en fibre optique de bout en bout (fibre optique jusqu'à l'abonné ou FttH pour *Fiber to the Home*) sur l'ensemble du territoire national.

Ce Plan appréhende l'intégralité du territoire national, quelles que soient les zones considérées et la nature des initiatives de déploiement, publiques comme privées.

Il prévoit que les opérateurs privés précisent leurs engagements de déploiement dans le cadre de conventions conclues entre l'opérateur impliqué, les collectivités territoriales concernées et l'Etat.

Ces engagements portent sur la couverture intégrale d'une commune en cinq ans, sur la période 2015-2020.

La convention de programmation et de suivi des déploiements est un outil de coopération entre les collectivités territoriales et les opérateurs déployant, sur fonds propres, des réseaux FttH.

Elle vise à ce que leurs initiatives soient complémentaires.

L'opérateur confirme à travers la convention ses intentions d'investissement pour le déploiement du réseau FttH sur 16 des 19 communes de la Dracénie : Ampus, Bargemon, Callas, Claviers, Châteaudouble, Figanières, Flayosc, Draguignan, La Motte, Le Muy, Les Arcs-sur-Argens, Lorgues, Montferrat, Taradeau, Trans-en-Provence et Vidauban.

En amont de la signature de la convention, une concertation a été conduite par les parties signataires, associant l'ensemble des collectivités sur les territoires desquels s'inscrit le projet de déploiement de l'opérateur.

Cette concertation a notamment pour objectif de définir une priorisation des déploiements dans certaines zones ne bénéficiant pas à ce jour, d'un accès à un bon haut débit en tenant compte des critères et de la logique de déploiement inhérents à l'opérateur.

La liste des communes proposées en priorité pour les déploiements est la suivante : Draguignan, Le Muy, Les Arcs-sur-Argens, Lorgues, Taradeau et Trans-en-Provence.

Les communes de St Antonin, Salernes et Sillans-la-Cascade sont intégrées dans le programme de déploiement du schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN), qui préconise pour la période 2015/2020 une montée en débit par le raccordement en fibre optique d'une armoire de répartition abonnés sur la commune de Salernes.

Durant la période d'exécution de la convention, la CAD s'engage à mettre à disposition auprès de l'opérateur, les moyens utiles au déploiement FttH (programmes de travaux urbains, règlements de voirie, documents d'urbanisme), ainsi que la participation aux comités de suivi et réunions techniques. La CAD a également un rôle d'animation entre les bailleurs sociaux, syndicats de copropriétés et l'opérateur en charge du déploiement.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission développement économique et numérique du 20 janvier 2015, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur Le Président à signer la convention de programmation et de suivi des déploiements.



Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 24 septembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN

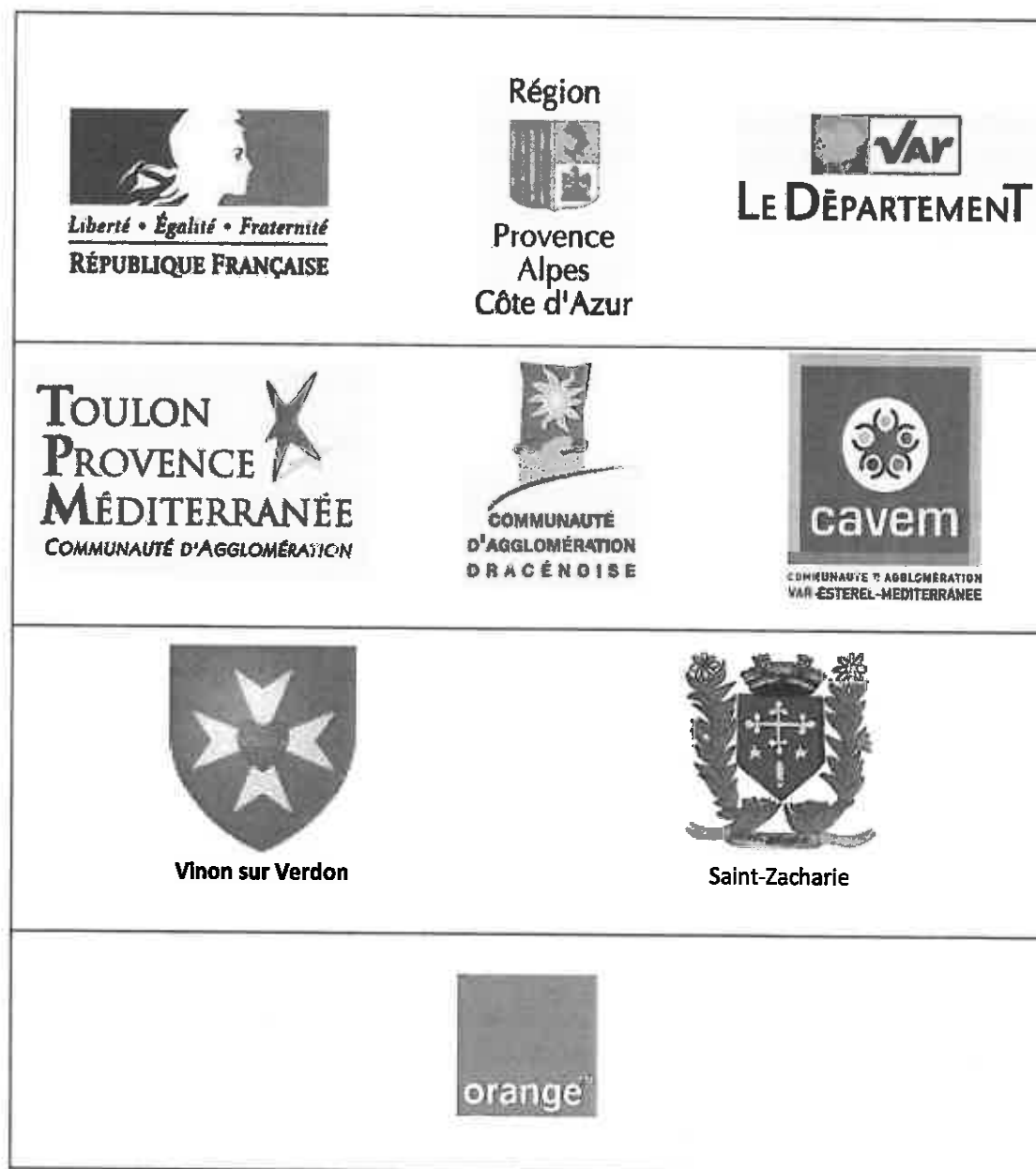


*Olivier Audibert-Troin*  
Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaudrait rejet.



## Convention de programmation et de suivi des déploiements FttH



**Entre :**

**L'État, domicilié aux fins des présentes (adresse), représenté par le Préfet de Région (à compléter)**

**Ci-après désigné l' « État »**

**et,**

**Le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, domicilié aux fins des présentes (adresse), représenté par son Président (à compléter), dument habilité par délibération en date du xx xxxxxx,**

**Ci-après désigné la « Région »**

**et,**

**Le Département du Var, domicilié aux fins des présentes 390 avenue des Lices, 83076 Toulon, représenté par son Président Marc GIRAUD, dument habilité par délibération \_\_\_\_\_ en date du \_\_/\_\_/\_\_**

**et,**

**La Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée, domiciliée aux fins des présentes 624 Chemin Aurélien 83700 Saint-Raphaël, représentée par son Président Georges GINESTA, dument habilité par délibération de son Bureau communautaire du 10 Janvier 2014**

**et,**

**La Communauté d'Agglomération Dracénoise, domiciliée aux fins des présentes Square Mozart 83300 Draguignan, représentée par son Président M. Olivier AUDIBERT TROIN, dument habilité par délibération de son Conseil communautaire du XX XXXXX XXXX**

**et,**

**La Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, domiciliée aux fins des présentes (adresse), représentée par son Président (à compléter), dument habilité par délibération de son Conseil communautaire du XX XXXXX XXXX**

**et,**

**La Commune de Saint-Zacharie, domiciliée aux fins des présentes (adresse), représentée par son Maire (à compléter), dument habilité par délibération de son Conseil municipal du XX XXXXX XXXX**

**et sous réserve de la couverture FttH par l'initiative privée objet de la Convention,**

**La Commune de Vinon-sur-Verdon, domiciliée aux fins des présentes (adresse), représentée par son Maire (à compléter), dument habilité par délibération de son Conseil municipal du XX XXXXX XXXX**

**Ci-après désignés « les Collectivités »**

**et,**

Convention de programmation et de suivi des déploiements

**Orange, Société anonyme au capital de 10 595 541 532 Euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 380 129 866 et dont le siège social est situé au 78 rue Olivier de Serres, 75505 Paris cedex 15, représenté par Mxxxxx en sa qualité de xxxxxxxxxxxx**

**Ci-après désigné l' « *Opérateur de Réseau Conventionné* » ou *ORC***

**D'autre part,**

**Tous ensembles désignés les « *Parties* »,**

## Table des matières

### Préambule

#### Article 1. Objet

#### Article 2. Définitions

#### Article 3. Engagement réciproque d'information préalable

#### Article 4. Périmètre géographique de la Convention

#### Article 5. Engagement de déploiement de l'Opérateur de réseau conventionné (ORC)

#### Article 6. Engagement de déploiement de l'ORC sur les zones prioritaires

#### Article 7. Engagement de l'ORC relatif à la programmation des déploiements

#### Article 8. Engagement de l'ORC relatif au suivi des déploiements

#### Article 9. Engagements des Collectivités s'agissant des mesures d'accompagnement aux déploiements des réseaux FttH

#### Article 10. Réunions techniques

#### Article 11. Mise en place d'un Comité de suivi

#### Article 12. Traitement du non-respect des engagements

#### Article 13. Durée

#### Article 14. Évolution des termes de la présente Convention

#### Article 15. Résiliation de la Convention

#### Article 16. Pièces contractuelles et interprétation

#### Article 17. Confidentialité et utilisation des données

#### Article 18. Intuitu Personae

### Annexes

## Préambule

### Sur le cadre national et européen dans lequel s'inscrit la convention

#### 1.1.1 Le Plan France Très Haut Débit

La stratégie gouvernementale pour le déploiement du très haut débit a été présentée le 20 février 2013 par le Président de la République. Cette stratégie est déclinée au sein du « Plan France Très Haut Débit » officialisé par un arrêté du Premier Ministre en date du 29 avril 2013 approuvant le nouveau cahier des charges de l'appel à projets « France très haut débit - Réseaux d'initiative publique » du Fonds pour la société numérique (FSN).

L'objectif final du Plan « France Très Haut Débit » est le déploiement de nouveaux réseaux en fibre optique de bout en bout (fibre optique jusqu'à l'abonné ou FttH pour *Fiber to the Home*) sur l'ensemble du territoire national pour doter le pays de nouvelles infrastructures numériques de pointe, en remplacement notamment des réseaux cuivre qui permettent aujourd'hui à l'ensemble des citoyens d'avoir accès à un service téléphonique. A moyen terme, le Plan France Très Haut Débit vise la résorption des zones ne bénéficiant pas d'un bon haut débit (3 à 4 Mbit/s) d'ici fin 2017 ainsi qu'une desserte prioritaire des services publics et entreprises.

Le Plan appréhende l'intégralité du territoire national, quelles que soient les zones considérées et la nature des initiatives de déploiement, publiques comme privées. Il prend pleinement en compte les déploiements et projets crédibles d'investissement des opérateurs privés tout en s'assurant qu'ils s'inscrivent effectivement dans la réalisation de l'objectif de couverture intégrale du territoire national.

En dehors des zones où des projets crédibles de déploiement du très haut débit seront conduits par l'initiative privée, le Plan France Très Haut Débit repose sur l'action coordonnée des collectivités territoriales soutenues opérationnellement et financièrement par l'Etat.

#### Les dispositifs prévus par les SDTAN et les CCRANT

Le Plan France Très Haut Débit fait des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN), définis par la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, la pierre angulaire de la planification locale. Ils doivent être établis sur l'ensemble des territoires dans les meilleurs délais et être régulièrement mis à jour par les collectivités territoriales.

Conformément à l'article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), ces schémas, qui ont une valeur indicative, contribuent à la nécessaire articulation entre les initiatives privées des opérateurs et l'intervention des collectivités territoriales.

Un deuxième outil de coordination, auquel le Plan France Très Haut Débit se réfère, sont les Commissions consultatives régionales pour l'aménagement numérique des territoires (CCRANT). Les CCRANT ont pour objet, sous l'autorité du Préfet de Région, de favoriser la qualité du dialogue entre les opérateurs privés et les collectivités territoriales, en particulier celles qui portent les SDTAN.

Pour assurer cet objectif de coordination des initiatives privées et publiques poursuivi dans le cadre des SDTAN et des CCRANT, le Plan France Très Haut Débit prévoit que les engagements des opérateurs et des collectivités territoriales soient formalisés par une convention signée entre l'Etat, les collectivités territoriales concernées et les opérateurs

Convention de programmation et de suivi des déploiements  
investisseurs. Ainsi, les travaux de coordination opérés dans le cadre des SDTAN et des CCRANT pourront se baser sur la signature de ces conventions qui ont vocation à être généralisées sur l'ensemble du territoire.

## Mise en œuvre du cadre européen

En application du cadre réglementaire européen, il convient de s'assurer de la conformité au régime des aides d'État des subventions dont bénéficieront les collectivités territoriales dans le cadre de la mise en œuvre du Plan France Très Haut Débit.

Les lignes directrices de l'Union européenne pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (2013/C 25/01) précisent que l'intervention publique subventionnée ne doit pas perturber les investissements privés. Pour cela, la Commission européenne invite la puissance publique à vérifier, préalablement à toute subvention, si des investisseurs privés ont « des projets concrets de déploiement de leur propre infrastructure dans un avenir proche ».

La Commission précise également « qu'un risque existe qu'une simple "manifestation d'intérêt" par un investisseur privé puisse retarder la fourniture de services à haut débit dans la zone visée si, par la suite, aucun investissement n'est réalisé alors que l'intervention publique est bloquée. L'autorité chargée de l'octroi de l'aide pourrait donc exiger, avant de différer l'intervention publique, que l'investisseur privé prenne certains engagements. Ceux-ci devraient avoir pour but de garantir que, dans les trois ans ou le délai supérieur prévu pour l'investissement bénéficiant de l'aide, des progrès significatifs soient accomplis en ce qui concerne la couverture. Il peut aussi être exigé de l'opérateur concerné qu'il conclue un contrat reprenant les engagements de déploiement. Ce contrat pourrait fixer un certain nombre d'échéances à respecter au cours de la période de trois ans [ou un délai supérieur comparable à celui de l'éventuel projet bénéficiant d'une aide publique], ainsi qu'une obligation de faire rapport sur les progrès accomplis. En cas de défaut, l'autorité chargée de l'octroi de l'aide pourrait alors mettre à exécution ses plans d'intervention publique. »<sup>1</sup>

La présente convention s'inscrit dans ce cadre.

## Evolution du cadre réglementaire des déploiements FttH

La présente Convention, élaborée dans le cadre de la mise en œuvre du plan France Très Haut Débit, sera amenée à intégrer les éventuelles évolutions du cadre réglementaire national encadrant les déploiements des réseaux FttH.

S'agissant, en particulier, des règles relatives au traitement des « Poches de basse densité » des « Zones très denses », celles-ci ont vocation à être appréhendées par la présente Convention. Néanmoins, les perspectives d'évolution de la régulation telles qu'envisagées, à date, par l'ARCEP, ne permettent pas, à ce stade, aux opérateurs de détailler précisément leurs engagements de déploiement.

En effet, à l'occasion de la consultation publique relative au bilan et aux perspectives d'évolution des marchés du haut et du très haut débit publiée en juillet 2013, l'ARCEP a indiqué qu'elle envisageait de modifier l'annexe II de la décision n° 2009-1106 qui établit la liste des communes des zones très denses, afin que certaines communes, en particulier celles étant intégralement constituée de poches de basse densité, soient basculées en zones moins denses. Il pourrait aussi, explique l'ARCEP, être envisagé d'imposer l'application de conditions techniques et financières de l'accès similaires à celles des zones moins denses à l'ensemble des IRIS qualifiés de basse densité, c'est-à-dire aux poches de basse densité des communes mixtes en plus des communes intégralement constituées de poches de basse densité.

<sup>1</sup> § 65 des « Lignes directrices de l'UE pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit » (2013/C 25/01)

### **Convention de programmation et de suivi des déploiements**

L'ARCEP précise qu'une telle hypothèse ne pourrait toutefois être envisagée que si elle n'entraîne pas une complexité excessive en ce qui concerne le traitement des situations existantes par les opérateurs. L'ARCEP conclut que d'autres solutions intermédiaires pourraient également être envisagées, par exemple de basculer également les communes dans lesquelles les poches de basse densité sont largement majoritaires.

S'agissant du marché spécifique des entreprises, et notamment des accès supportés par « boucle locales optiques mutualisée (BLOM) ou par des boucles locales dédiées (BLOD), il apparaît également dans le document soumis à consultation publique par l'ARCEP, que celle-ci envisage certaines évolutions.

Dès lors que le cadre réglementaire des déploiements FttH évoluerait, et que cette évolution aurait des conséquences sur les engagements et les dispositifs prévus par la présente Convention, l'Etat pourrait donc proposer de faire évoluer le présent modèle de Convention et inviter les Parties à se rapprocher, conformément aux stipulations de l'Article 14 de la présente Convention, pour définir les modalités de prises en compte de ces évolutions du cadre réglementaire.

## **Sur la complémentarité des initiatives publiques et privées**

### **La définition du périmètre d'intervention des opérateurs et des collectivités**

Compte tenu du subventionnement des projets des collectivités qu'il permet, le Plan France Très Haut Débit suppose une définition précise du périmètre d'intervention respectif de l'investissement privé et de l'investissement public dans les réseaux FttH.

Ainsi, le Plan France Très Haut Débit prévoit que les opérateurs précisent leurs engagements de déploiement dans le cadre de conventions conclues entre l'opérateur impliqué, les collectivités territoriales concernées et l'Etat. Ces engagements doivent être étayés de manière crédible et garantir une information régulière des collectivités territoriales sur l'état des études et des déploiements.

Dès lors, le Plan France Très Haut Débit prévoit que soient précisément identifiées des « zones conventionnées » dans lesquelles au moins un opérateur s'est engagé de manière crédible à déployer un réseau FttH homogène et complet à terme. Dans ces « zones conventionnées », l'Etat et les collectivités territoriales signataires ne soutiendront pas les déploiements de réseaux d'initiative publique concurrents dans la mesure où les engagements seront effectivement respectés.

Afin de pallier à d'éventuelles défaillances caractérisées d'un ou des opérateurs concernés, et dans les conditions prévues par le Plan France Très Haut Débit, les collectivités territoriales pourront envisager des "déploiements conditionnels" dans les zones conventionnées. De tels projets de déploiements conditionnels pourront, le cas échéant, faire l'objet du soutien financier de l'Etat conformément aux dispositions du cahier des charges France Très Haut Débit, et notamment son point 2.2.

### **Complémentarité des initiatives publiques et privées**

La Convention de programmation et de suivi des déploiements est un outil de coopération entre les collectivités territoriales et les opérateurs déployant, sur fonds propres, des réseaux FttH. Elle vise à ce que leurs initiatives soient complémentaires.

Au regard, d'une part, des engagements crédibles de déploiement pris initialement par l'opérateur signataire, et d'autre part, du respect de leur mise en œuvre, les collectivités territoriales, parties à la Convention, ne conduiront pas de projet de réseaux d'initiative publique en concurrence avec les déploiements FttH de l'Opérateur. L'Opérateur contribuera à la réalisation par les collectivités territoriales de leurs SDTAN qui envisagent, notamment, les réseaux

Convention de programmation et de suivi des déploiements  
d'initiative publique complémentaires aux déploiements réalisés par les opérateurs privés sur leurs ressources propres.

Etant rappelé que les collectivités territoriales conservent les compétences qui leur sont attribuées par l'article L. 1425-1 du CGCT, cet engagement demeure conditionné :

- au respect des engagements pris par l'opérateur signataire, ceux-ci faisant l'objet d'un mécanisme de suivi dans le cadre de la présente Convention ;
- à l'objet et la nature des déploiements de l'opérateur. En particulier, les collectivités territoriales signataires ne s'interdisent pas de réaliser ou soutenir, dans le respect du cadre réglementaire national et européen, des réseaux d'initiative publique ne consistant pas dans le déploiement de réseaux de boucle locale optique capillaire (notamment raccordements FttO, réseaux de collecte).

## Sur la stratégie des Collectivités en matière d'aménagement numérique de son territoire

La stratégie d'Aménagement Numérique Territorial (ANT) du Var a été élaborée sur la période 2013-2014 par un partenariat public mis en place pour l'élaboration du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique du Var (SDTAN83) et regroupant :

- L'Etat,
- La Région,
- Le Département du Var,
- Les 15 EPCI du Var,
- Le Syndicat Mixte de l'Energie des Communes du Var (SYMIELEC Var),
- Le Syndicat Intercommunal de Télévision et de Télécommunication du Nord Est Varois (SITTNEV),
- Le Parc Naturel Régional du Verdon.

Elle fixe l'ambition numérique pour le Var dans le respect des objectifs régionaux et nationaux et, compte tenu de l'initiative privée, identifie l'intervention publique.

Elle repose sur le rapport SDTAN83 et deux conventions PSD établies dans le cadre du dialogue avec les opérateurs. Cette Convention PSD est par conséquent une composante essentielle de la stratégie ANT du Var.

Adopté le 18 décembre 2014 par l'Assemblée du Conseil Général du Var, le rapport SDTAN83 marque la volonté du Département du Var de s'engager dans le Plan France Très Haut Débit.

Le schéma fixe l'ambition de l'aménagement numérique du Var et le programme pour y parvenir en articulant initiative privée et intervention publique. Tous les leviers de l'Aménagement Numérique du Territoire seront utilisés pour porter 100% des prises du Var vers le Très Haut Débit, si possible en FttH, d'ici 15 à 20 ans.

Le programme distingue 3 phases :

- une première phase « compétitivité et cohésion » sur la période 2015 – 2020 dans laquelle le FttH est déployé par l'initiative privée à hauteur de 59% des prises FttH du Var, complétée par un projet de Réseau d'Initiative Publique portant à 74% le taux de prises FttH du Var,

#### Convention de programmation et de suivi des déploiements

- une deuxième phase « équilibre » sur la période 2020 – 2025 permettant d'assurer un service THD sur 92% des prises du territoire,
- une troisième phase « généralisation » de déploiement après 2025 permettant de tendre vers l'objectif cible ambitieux du Partenariat SDTAN de 100% FttH.

Le SDTAN83 articule donc des critères territoriaux fixés par le partenariat public (cohésion) et des critères économiques consistant à faire de la première phase de déploiement, une opération d'amorçage pour les phases suivantes (compétitivité).

### Sur le projet et les objectifs de l'Opérateur signataire pour le Territoire des Collectivités

L'objectif confirmé d'Orange pour 2015 est d'avoir engagé le déploiement dans 220 agglomérations, représentant 3 600 communes soit près de 60 % des logements français.

Orange réaffirme et accentue à travers cette présente Convention ses intentions d'investissement pour le déploiement du réseau FttH (Fiber to the Home) du futur, facteur de compétitivité et de croissance pour le pays et dont elle a fait l'un des axes mobilisateurs de son projet d'entreprise, Conquêtes 2015.

Pour l'ensemble de ses déploiements FttH, Orange est convaincu de la nécessité d'une coopération étroite entre l'opérateur déployant ce réseau très haut débit et les acteurs publics, au premier rang desquels les collectivités territoriales et notamment les signataires de la présente Convention, afin de faciliter le déploiement de son propre réseau sur le territoire des collectivités territoriales concernées.

Seule une telle approche en concertation étroite entre les collectivités et l'Opérateur de réseau permettra de mener à bien un programme de cette ampleur et de cette durée.

Orange a répondu à l'Appel à Manifestation d'Intention d'Investissement (AMII) du Commissariat Général à l'Investissement (CGI) en qualité d'opérateur de communications électroniques au sens de l'article L 32-1 du code des postes et communications électroniques et en particulier sur le territoire des Collectivités.

Le 15 novembre 2011, Orange et SFR ont signé un accord portant sur les 11 millions de logements qui seront couverts par l'un ou l'autre des deux opérateurs en dehors des zones très denses. Au terme de cet accord sur les 9,8 millions de foyers, qui correspondaient à des projets de déploiements se recoupant dans les programmes des deux opérateurs, SFR en réalisera 2,3 millions et Orange 7,5 millions.

Orange a associé les autres opérateurs intéressés à ces déploiements en leur proposant toutes les modalités d'accès prévues par la réglementation en zone moins dense, notamment des offres de cofinancement, ce qui est d'ores et déjà matérialisé par l'accord avec les opérateurs de services Free, puis SFR et Bouygues Télécom.

Dès début juillet 2011 Orange a publié son offre d'accès en dehors de la Zone Très Dense à la partie terminale des lignes de communications électroniques à Très Haut Débit en fibre optique. Courant juillet 2011, Orange a signé un accord de cofinancement avec l'opérateur de services Free sur la base de cette offre pour 1300 communes et 5 millions de logements et locaux à usages professionnels.

### Sur les conclusions de la concertation réalisée en amont de la signature de la Convention

#### **Convention de programmation et de suivi des déploiements**

En amont de la signature de la présente Convention, une concertation a été conduite par les parties signataires, associant l'ensemble des collectivités sur les territoires desquels s'inscrit le projet de déploiement de l'opérateur.

Cette concertation a notamment pour objectif de définir, compte tenu des critères et de la logique de déploiement inhérents à l'Opérateur, une priorisation des déploiements dans certaines zones ne bénéficiant pas, à ce jour, d'un accès à un bon haut débit selon les critères retenus par le Plan France Très Haut Débit, pouvant entraîner, le cas échéant, des délais supplémentaires pour les communes ou zones infra-communales bénéficiant déjà d'un bon haut débit.

Les Collectivités indiquent en Annexe 5 la liste des communes ou zones infra-communales pour lesquelles elles souhaitent qu'une priorisation des déploiements soit réalisée.

Cette liste sera étudiée avec l'opérateur au démarrage du travail EPDC par lot (phase d'étude).

#### **Sur le caractère non discriminatoire de la Convention**

Les Collectivités signeront, dans les mêmes conditions, une convention avec chacun des opérateurs disposés à prendre les mêmes engagements sur des zones géographiques qu'ils arrêteront, c'est-à-dire déployer sur fonds propres un réseau de boucle locale optique neutre et ouvert.

**Ceci étant exposé, les Parties ont convenu et arrêté ce qui suit :**

## Article 1. Objet

La Convention a pour objet :

- de confirmer et préciser les engagements de l'Opérateur de Réseau Conventionné (ORC) en matière de déploiements FttH via ses investissements sur fonds propres sur le territoire des Collectivités ;
- de préciser les engagements de l'ORC sur les zones, qui après concertation des Parties, ont été identifiées comme devant faire l'objet d'un déploiement prioritaire du réseau FttH ;
- de préciser les dispositions prises par les Collectivités pour accompagner et faciliter le déploiement du FttH de l'ORC ;
- d'organiser le suivi des obligations réciproques des Parties pour les opérations de déploiements FttH réalisés par l'ORC afin de s'assurer notamment de leur réalisation dans les conditions et délais faisant l'objet de la présente Convention ;
- de définir les modalités de traitement d'écarts significatifs éventuellement constatés par rapport aux engagements de l'une des Parties ;
- de formaliser le constat que les engagements de déploiements pris par l'ORC aux termes de la présente Convention contribuent, dans leurs modalités et leurs calendriers, aux objectifs de la politique d'aménagement numérique définis par les Collectivités.

Dans les limites de la distinction introduite par l'Article 4 entre certaines communes, la présente Convention a vocation à s'appliquer à la totalité de la « Zone conventionnée », définie comme l'ensemble des communes listées au sein de l'Annexe 2.

## Article 2. Définitions

Les définitions retenues dans le cadre de la présente Convention sont détaillées dans son Annexe 1.

## Article 3. Engagement réciproque d'information préalable

Dans les 3 mois à compter de la signature de la Convention, les Collectivités et l'ORC s'engagent à s'informer mutuellement sur leurs organisations et processus internes dans la perspective du déploiement des réseaux FttH.

S'agissant de l'ORC, celui-ci :

- met à la disposition des Collectivités un document décrivant les méthodes et « pratiques métiers » qu'il met en œuvre dans le cadre de son déploiement : choix d'architecture et d'ingénierie, étapes de déploiement, organisation interne etc.

Ce document est librement communicable par les Collectivités, notamment auprès des différentes communes, et auprès de l'ensemble des acteurs locaux.

#### Convention de programmation et de suivi des déploiements

- fait connaître la composition de l'équipe dédiée de l'Opérateur et désigne le ou les référents qui seront les interlocuteurs privilégiés des Collectivités.

S'agissant des Collectivités, celle-ci :

- informe l'ORC de la « vision prospective » qu'elle peut avoir de son territoire à l'horizon de l'achèvement du déploiement du réseau FttH. En pratique, l'ORC doit ainsi avoir connaissance des dynamiques territoriales à l'œuvre et/ou que les Collectivités entendent favoriser (projets d'urbanisme majeurs, dynamiques migratoires observables ou anticipées, projets d'infrastructures, notamment de transports etc.) ;
- fait connaître à l'ORC son organisation interne s'agissant plus particulièrement des domaines de compétences en lien avec le déploiement de nouveaux réseaux FttH :
  - o l'aménagement numérique du territoire, si un service en charge de cette question a été mis en place ;
  - o l'urbanisme réglementaire (élaboration ou mise à jour du PLU notamment) ;
  - o l'instruction du droit des sols ;
  - o lorsqu'ils existent, les plans des infrastructures du domaine public susceptibles d'être utilisés pour le déploiement du réseau tels que notamment, le génie civil et les poteaux ;
  - o la gestion de la voirie (définition et application d'un règlement de voirie) ;
  - o l'instruction des demandes d'occupation du domaine public, et notamment des demandes de permission de voirie et les autres contraintes pouvant conduire à refuser l'implantation d'équipements et de communication électronique sur le domaine public.

Si les Collectivités n'exercent pas certaines des compétences ainsi listées, celles-ci appartenant aux communes, les Collectivités précisent à l'ORC, dans les mêmes formes, comment s'organisent, pour chacun de ces domaines, les communes composant son Territoire.

- désigne un ou plusieurs référents, interlocuteurs privilégiés de l'ORC.

Chaque Partie informe l'autre des évolutions majeures sur ces différents points pendant la durée d'exécution de la Convention.

Les Parties conviennent d'organiser conjointement, à l'issue de ces échanges mutuels d'informations, une ou plusieurs réunions d'information à l'attention des communes des Collectivités. Ces réunions permettront aux Parties de présenter les engagements mutuels qu'elles prennent au terme de la présente Convention.

## **Article 4. Périmètre géographique de la Convention**

La Convention porte sur les communes listées en Annexe 2. Celles-ci constituent la « Zone conventionnée ».

Au sein de la Zone conventionnée, trois types de communes peuvent être distinguées :

- les communes de la Zone très dense : ces communes sont listées au sein de l'annexe de la décision n°2013-1475 de l'ARCEP en date du 10 décembre 2013 (Publication 27 janvier 2014) modifiant la liste des communes des zones très denses définies par la décision n° 2009-1106 en date du 22 décembre 2009;
- les communes n'appartenant pas à la Zone très dense, dénommées dans la présente Convention « communes moins denses ». Certaines de ces communes, qui ont fait l'objet de la réponse d'Orange à l'Appel à Manifestation d'intention d'investissement (AMII) en 2011, sont dénommées dans la présente Convention « communes moins denses AMII ».

L'Annexe 2, de la présente Convention, précise l'appartenance des communes de la Zone conventionnée à chacune de ces trois catégories.

## **Article 5. Engagement de déploiement de l'Opérateur de réseau conventionné (ORC)**

### **Périmètre géographique**

L'engagement de l'ORC stipulé dans le présent article porte sur les « communes moins denses AMII » telles que définies à l'Article 4.

### **Matérialité de l'engagement de déploiement**

L'engagement que prend l'ORC aux termes de la Convention consiste, dans le respect du droit des tiers, à déployer un réseau suffisamment proche lui permettant de rendre Raccordables les locaux et logements à usages professionnels (installation du PBO) dans un délai inférieur à six mois à compter de la signature de la convention l'autorisant à déployer le réseau FttH dans les parties privatives pour un immeuble à usage collectif, ou dans les mêmes délais à compter de la demande d'un Opérateur de services pour une zone pavillonnaire, lui permettant de déployer le réseau FttH sur la propriété privée.

**Engagement général : déployer un réseau FttH vers l'ensemble des logements et des locaux à usage professionnel**

L'ORC s'engage à déployer, sur ressources propres, un réseau FttH, dans le respect de la réglementation et dans le respect du droit des tiers. L'ORC déploie son réseau en opérant ses propres choix concernant, notamment, les tracés de cheminement de ses câbles, et des infrastructures d'accueil de ceux-ci.

### Convention de programmation et de suivi des déploiements

D'ici le 31 décembre 2020, l'ORC s'engage à avoir établi l'ensemble des points de mutualisation permettant le raccordement de l'ensemble des logements et locaux à usage professionnel (ci-après dénommés « locaux »). Aux termes de la réglementation<sup>2</sup> et sous le contrôle de l'ARCEP, l'ORC doit ainsi déployer, dans un délai raisonnable à compter de la pose du point de mutualisation, « un réseau horizontal permettant de raccorder l'ensemble des logements et locaux à usage professionnel de la zone arrière à proximité immédiate de ces logements ».

Le déploiement de l'ORC doit permettre progressivement de rendre « Raccordable » l'ensemble des logements et locaux à usages professionnels, sous réserve de difficultés exceptionnelles précisées au 5.2.4. Conformément à la réglementation de l'ARCEP, un local est considéré comme « Raccordable » au sens de la présente Convention dès lors qu'un Point de Branchement Optique (PBO), situé à proximité immédiate du local, a été installé. Ainsi, le local est Raccordable dès lors qu'il ne reste plus qu'à déployer un câble de fibre permettant de relier le PBO jusqu'à une prise située à l'intérieur de celui-ci (Prise Terminale Optique ou PTO).

### Prise en compte le respect du droit des tiers

Dans certaines situations, un local ne pourra être rendu Raccordable que dans la mesure où le réseau FttH déployé par l'ORC aura été établi sur la propriété privée (y compris de personnes publiques). Ce peut être le cas pour des logements collectifs mais également pour l'habitat individuel (pavillon).

Ainsi la pose du PBO dans des conditions techniques raisonnables pourra être conditionnée par l'obtention de l'accord d'une ou plusieurs personnes privées ou publiques pour faire cheminer son réseau jusqu'à l'immeuble collectif ou l'habitat individuel (pavillon). Ce sera, par exemple, le cas lorsque les câbles de desserte cheminent en façade d'un ou plusieurs bâtiments, ou encore, lorsque le PBO doit être installé sur une façade ou accueilli sur un poteau établi sur la propriété privée ou publique.

S'agissant plus spécifiquement des immeubles collectifs pour lesquels les PBO se situent généralement à l'intérieur de la propriété (généralement dans les parties communes) : l'ORC ne pourra rendre Raccordables les logements et locaux à usages professionnels concernés sans l'autorisation du ou des propriétaires, ou des syndicats des copropriétaires, stipulée dans une convention envisageant les modalités et conditions de déploiement du réseau au sein de l'immeuble. L'article L.33-6 du Code des postes et des communications électroniques (CPCE) encadre les termes de ces conventions.

Dans ces hypothèses, l'engagement de l'ORC de rendre Raccordables l'ensemble des logements et locaux à usages professionnels ne peut dès lors être stipulé que sous réserve que des conventions, ou des accords avec des particuliers ou des personnes publiques, lui permettant de déployer le réseau FttH sur le domaine privé ou public, ont été préalablement conclus.

Dès lors, pour ces situations, l'engagement que prend l'ORC aux termes de la Convention consiste à déployer un réseau suffisamment proche lui permettant de rendre Raccordables les logements et locaux à usages professionnels (installation du PBO) dans un délai maximal de six mois à compter de l'obtention des conventions et/ou des accords nécessaires.

Dans une telle hypothèse le local est qualifié de « Raccordable dès autorisation ».

<sup>2</sup> Décision n° 2010-1312 en date du 14 décembre 2010 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses

## Convention de programmation et de suivi des déploiements

### Achèvement du déploiement en fonction de la souscription effective de services

Dans certaines situations, l'achèvement du déploiement devant être réalisé pour rendre Raccordables certains logements et locaux à usages professionnels peut être particulièrement complexe et/ou coûteux. Dans ces situations spécifiques, il importe donc pour l'ORC de s'assurer que l'investissement engagé réponde à une demande effective de services FttH relayée par un Opérateur de service.

L'ORC déploie un réseau lui permettant de rendre Raccordables (installation du PBO) ces logements et locaux à usages professionnels dans un délai maximal de six mois à compter de toute commande de raccordement final (PBO-PTO) d'un Opérateur de service FttH. Les conditions techniques et tarifaires de ces raccordements finaux sont établies et mises en œuvre conformément à la réglementation en vigueur.

Ces logements et locaux à usages professionnels sont considérés comme « Raccordables sur demande ».

Les Collectivités, et au travers elles, les occupants ou propriétaires concernés, peuvent avoir connaissance du caractère « Raccordable sur demande » de ces logements et locaux à usages professionnels, notamment au travers de l'exploitation des informations communiquées par l'ORC en application de l'Article 8.

### Réserves liées à des difficultés exceptionnelles

L'engagement de déploiement de l'ORC comprend certaines réserves liées aux difficultés exceptionnelles qui peuvent être rencontrées lors du déploiement de son réseau. Il est retenu que constitueront notamment des difficultés exceptionnelles :

- Les refus ou retards, difficilement prévisibles, dans l'obtention d'un droit de passage ou de délivrance d'une permission de voirie nécessaires au déploiement ;
- le non-respect ou le retard dans la mise en œuvre des engagements pris par les Collectivités au terme de l'Article 9 de la présente Convention ;
- les difficultés exceptionnelles de raccordement de certains logements et locaux à usages professionnels présentant des caractéristiques particulières entraînant des surcoûts moyens très importants. Il appartiendra à l'opérateur d'apporter les éléments permettant de démontrer le caractère exceptionnel d'une telle situation.

Lorsque l'une des Parties est confrontée à ces difficultés, elle s'engage à en alerter sans délais l'autre Partie selon les modalités prévues à l'Article 10. Les Parties conviennent de se rapprocher afin de déterminer ensemble une solution raisonnable permettant de régler les difficultés rencontrées. En l'absence de solution trouvée par les parties, celles-ci peuvent saisir le Comité de suivi prévu à l'Article 11.

### Volumes annuels et délai d'achèvement du déploiement

Compte-tenu des aménagements et réserves décrits précédemment, sur les communes moins denses AMII de la Zone conventionnée, l'ORC :

- s'engage à ce que la totalité des logements et locaux à usages professionnels soient « Programmés » avant le 31 décembre 2020, c'est-à-dire qu'ils dépendent de points de mutualisation (PM) établis ;
- s'engage à ce que la totalité des logements et locaux à usages professionnels soient rendus « Raccordables sur demande » avant le 31 décembre 2020, exception faite des hypothèses où l'ORC se voit refuser l'accès à la propriété privée pour lesquels les logements et locaux à usages professionnels sont « raccordables dès autorisation » ;

#### Convention de programmation et de suivi des déploiements

- indique en Annexe 3, à la maille de la Zone conventionnée, les volumes annuels minimaux indicatifs de logements et locaux à usages professionnels (i) « Programmés » et (ii) « Raccordables sur demande » ;

### Accès par l'ensemble des Opérateurs de services au réseau déployé par l'ORC

L'ORC procède au déploiement d'infrastructures et réseaux de communications électroniques passifs, neutres, accessibles et ouverts.

Le réseau FttH ainsi déployé en propre par l'ORC est accessible à l'ensemble des Opérateurs de services dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, de l'ensemble des décisions et recommandations prises par l'ARCEP, et dans des conditions opérationnelles et tarifaires non discriminatoires.

## Article 6. Engagement de déploiement de l'ORC sur les zones prioritaires

L'engagement stipulé au présent article se limite uniquement à des zones identifiées au sein des « communes moins dense AMII » telles que définies à l'Article 4.

Dans le cadre des échanges précédant la signature de la présente Convention, les Collectivités et l'ORC ont conduit une concertation visant à établir en commun une liste des zones nécessitant un déploiement prioritaire du réseau FttH au regard, principalement, de la faiblesse des débits proposés localement aux particuliers et aux entreprises. Une cartographie rapportant les niveaux de débits ainsi que les services disponibles sur le territoire figure en Annexe 4.

S'agissant de ces zones, l'ORC s'engage à déployer son réseau FttH, dans les conditions précisées à l'Article 5, dans un calendrier défini par les Parties. Ce calendrier précise en particulier la date d'achèvement du déploiement.

Les zones prioritaires et la ou les dates d'achèvement du déploiement sont précisées en Annexe 5.

## Article 7. Engagement de l'ORC relatif à la programmation des déploiements

### Périmètre géographique de l'engagement

L'ORC s'engage à mettre en œuvre une programmation concertée de ses déploiements avec les Collectivités. L'engagement stipulé au présent article se limite aux « communes moins denses AMII » telles que définies à l'Article 4.

### Méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la programmation concertée des déploiements

Le déploiement du réseau FttH de l'ORC est réalisé à la maille d'un « Lot de déploiement ». Le Lot étant un ensemble cohérent de zones arrière de PM, déployées sur une ou plusieurs communes. Le Lot constitue la maille à partir de laquelle l'ORC va conduire une « programmation concertée des déploiements ».

### Convention de programmation et de suivi des déploiements

Pour mettre en œuvre cette programmation concertée, l'ORC propose une « Méthodologie » qui peut être définie comme l'ensemble des étapes et interactions avec les Collectivités mises en œuvre en amont du déploiement d'un Lot.

Ainsi, à la maille de chaque Lot de déploiement, l'ORC s'engage à systématiquement mettre en œuvre cette Méthodologie qui permet :

- d'engager une concertation entre les Parties sur la définition des Lots sur lesquels le déploiement sera engagé à moyen terme ;
- de préciser les calendriers de mise en œuvre associés au déploiement sur ces Lots ;
- de mettre en œuvre l'ensemble des interactions (échanges d'information, réunions) devant intervenir entre les Collectivités et l'opérateur en amont du processus de déploiement.

La Méthodologie propre à l'ORC est précisément décrite en Annexe 6 de la présente Convention. L'ORC peut faire évoluer cette Méthodologie selon les conditions prévues par l'Article 14. La Méthodologie de l'ORC respecte *a minima* le schéma décrit ci-après :

- Au moins 9 mois avant le début de déploiement d'un Lot :

L'ORC donne, aux Collectivités, et aux communes concernées, un premier niveau d'information sur le ou les Lots pour lesquels il envisage un début de déploiement à 9 mois. Le Comité de suivi, prévu par l'Article 11, reçoit la même information à l'occasion de chacune de ses réunions.

A l'initiative des Collectivités, l'ORC présente au Guichet prévu par l'Article 9, ainsi qu'aux représentants des communes concernées par le déploiement, les caractéristiques du ou des Lots (zones de couverture).

L'ORC participe, en tant que de besoin, à une réunion d'information et de concertation rassemblant les Collectivités et la ou les communes concernées par la mise en œuvre du ou des Lots de déploiements. Cette réunion permet notamment de discuter d'éventuelles adaptations ou modifications du ou des Lots de déploiement tout en respectant les contraintes propres de l'ORC.

Parallèlement, et conformément aux stipulations de l'Article 9, les Collectivités communiquent à l'ORC l'ensemble des éléments devant être utilement pris en compte par celui-ci dans le cadre de l'élaboration de son plan de déploiement afin de permettre un dimensionnement adéquat de son réseau.

- Au moins 6 mois avant le début de déploiement d'un Lot :

L'ORC conduit les études préalables au déploiement et communique, aux Collectivités ainsi qu'aux communes concernées, son projet de plan de déploiement. L'ORC communique notamment les lieux d'implantation envisagés pour les points de mutualisation (PM) ainsi que leurs zones arrière, ainsi que le calendrier prévisionnel de ce Lot.

Des discussions sont engagées entre l'ORC, les Collectivités et les communes concernées pour, le cas échéant, modifier les lieux d'implantation des PM et leurs zones arrière.

Enfin, avant de procéder à la consultation sur le Lot de déploiement prévue par l'ARCEP<sup>3</sup>, l'ORC transmet aux Collectivités et à la ou aux communes concernées, son projet définitif de Lot. Ces mêmes informations sont communiquées aux membres du Comité de Suivi à l'occasion de chacune de ses réunions.

<sup>3</sup> Au terme de la décision n° 2010-1312 en date du 14 décembre 2010, l'opérateur de réseau transmet aux opérateurs tiers le découpage des zones arrières des points de mutualisation, ainsi qu'à la collectivité territoriale ou au groupement de collectivités territoriales portant un schéma directeur territorial d'aménagement numérique et, le

## Convention de programmation et de suivi des déploiements

### A l'issue de ces différents échanges :

L'ORC :

- procède à la consultation officielle sur le Lot de déploiement prévue par l'ARCEP, à l'issue de celle-ci le plan de déploiement du Lot devient définitif ;
- s'il n'y a pas déjà procédé, sollicite les différents propriétaires ou gestionnaires d'immeubles aux fins d'obtention des accords (conventions immeubles, autorisations de passage ou d'occupation) sur le ou les Lots concernés ;
- s'il n'y a pas déjà procédé, adresse les demandes de permissions de voirie auprès des personnes publiques concernées.

Les caractéristiques des différentes informations communiquées par l'ORC dans le cadre de la programmation des déploiements sont décrites en Annexe 7.

Par exception et en accord avec les Collectivités, si l'ORC souhaite accélérer ses déploiements ou pour les déploiements déjà programmés à la date de signature de la présente Convention, celui-ci peut adopter un calendrier dérogatoire à celui envisagé par la Méthodologie.

## Article 8. Engagement de l'ORC relatif au suivi des déploiements

### Périmètre géographique de l'engagement

L'ORC s'engage à transmettre des informations précises permettant le suivi des déploiements en cours et achevés sur l'ensemble de la Zone conventionnée.

### Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements

L'ORC s'engage à communiquer à un rythme semestriel les informations relatives au suivi des déploiements. Ces informations sont transmises un mois avant la tenue du Comité de suivi, prévu à l'Article 11, aux membres de celui-ci ainsi qu'aux communes concernées par les déploiements en cours.

Sur la base des plans de déploiements communiqués dans le cadre de la programmation des déploiements décrite à l'Article 7, l'ORC prépare un bilan de l'état d'avancement de ses déploiements. Il communique *a minima* :

- la cartographie des déploiements réalisés sur le ou les Lots ayant fait l'objet d'une programmation de déploiement. Les cartes communiquées font apparaître les zones arrière de PM, leur assemblage dans le lot de déploiement, les implantations des NRO et des PM ;

Les informations sont transmises dans un format vectoriel permettant le traitement des données par un logiciel de cartographie ;

- le fichier de suivi des déploiements comportant le nombre de logements et locaux à usages professionnels « Raccordables », « Raccordables dès autorisation », et « Raccordables sur demande » à la maille de la commune ;

---

cas échéant, au groupement de collectivités territoriales compétent au sens de l'article L.1425-1 du CGCT. L'opérateur de réseau tient le plus grand compte des remarques des collectivités concernées.

#### **Convention de programmation et de suivi des déploiements**

- le fichier d'Informations Préalables Enrichies (IPE) précisant le caractère raccordable des logements et locaux à usages professionnels situés dans zones arrière des PM établis : « Raccordables », « Raccordables dès autorisation », et « Raccordables sur demande ».

Les caractéristiques des données communiquées par l'ORC figurent en Annexe 8. Les conditions d'utilisation des données transmises par l'ORC sont précisées par l'Article 17.

## **Article 9. Engagements des Collectivités s'agissant des mesures d'accompagnement aux déploiements des réseaux FttH**

Les engagements des Collectivités, objet du présent Article, relèvent d'une proposition générale faite à l'ensemble des opérateurs déployant des réseaux à très haut débit fixes passifs, neutres, accessibles et ouverts.

Dans une situation d'égalité de traitement entre eux, les Collectivités proposent à l'ensemble de ces opérateurs la signature de la présente Convention. Les Collectivités veillent au respect d'un traitement équivalent de l'ensemble des opérateurs ayant signé une convention avec elle.

Par ailleurs, il est rappelé que les Collectivités, respectent une position de stricte neutralité par rapport aux produits et services offerts par l'ensemble des opérateurs de services.

### **Mise à disposition des informations utiles au déploiement des réseaux FttH**

Conformément aux stipulations de l'Article 3, les Collectivités partagent, en amont, avec l'ORC sa vision « prospective » de son Territoire, et lui indiquent quelles seront ses politiques d'aménagement et les problématiques urbaines qu'elle entend traiter. Elles l'informent de l'évolution de ces politiques.

Les Collectivités s'engagent, par ailleurs, à mettre à la disposition de l'ORC l'ensemble des informations, maîtrisées directement ou indirectement par elle-même ou par les communes qui les composent, utiles au déploiement des réseaux FttH. Elles porteront notamment à connaissance de l'ORC les informations listées ci-après :

- la liste des projets urbains en cours, programmés ou envisagés sur la Zone conventionnée : zones d'aménagement concerté, projets de rénovation urbaine, infrastructures de transport etc. ;
- les différents documents d'urbanisme réglementaires (SCOT, PLU etc.) ;
- le ou les règlements de voirie existants sur la Zone conventionnée, ainsi que les processus et règles à l'œuvre s'agissant de la programmation des travaux sur voirie ;
- le recensement, s'il existe, des infrastructures publiques de génie civil mobilisables sur la Zone conventionnée, ainsi que leurs conditions techniques et tarifaires pour leur utilisation ;
- les servitudes particulières existantes sur la Zone conventionnée et, le cas échéant, les contraintes calendaires particulières devant être prises en compte dans le cadre des déploiements (par exemple, existence de manifestations touristiques).

Les Collectivités s'engagent à rassembler et tenir à jour ces informations. Ces informations sont mises à la disposition de l'ORC, et lui sont nécessairement transmises dans le cadre de la mise en œuvre la Méthodologie associée à la programmation des déploiements décrite à l'Article 7.

## Mise en place d'un guichet d'accueil et de traitement des demandes utiles aux déploiements des réseaux FttH

Les Collectivités s'organisent pour faciliter les déploiements FttH de l'ORC et met en place un « Guichet » de traitement des demandes utiles à ces déploiements.

Ce Guichet est l'interlocuteur privilégié de l'ORC. Il prend en charge l'ensemble des interactions quotidiennes devant intervenir entre l'ORC et les Collectivités, et suit les échanges entre l'ORC et les communes lorsque ceux-ci sont rendus nécessaires du fait de leurs compétences propres.

Le Guichet a notamment pour mission :

- de proposer à l'ORC un ou plusieurs référents affectés au suivi des déploiements FttH de l'ORC, et à l'instruction et au traitement des éventuelles difficultés particulières rencontrées par l'ORC dans le cadre de ces déploiements ;
- de constituer et animer, au sein des Collectivités et des communes la composant, un réseau de contacts intervenant directement sur les questions et problématiques rencontrées dans le cadre du déploiement des réseaux FttH (urbanisme réglementaire, servitudes particulières, utilisation de la voirie etc.). Le Guichet s'appuie sur ce réseau de contacts pour répondre aux sollicitations de l'ORC et, dans certains cas, met l'ORC en relation avec le service ou la personne compétente pour régler une difficulté particulière ;
- de mobiliser les communes concernées par une programmation de déploiement, et ensuite de les tenir informées de l'avancée du déploiement ;
- dans l'hypothèse de Collectivités détenant la compétence voirie, de recevoir et faire traiter, dans le respect des délais réglementaires, les demandes de l'ORC portant sur les travaux et interventions sur le domaine public et sur l'utilisation du domaine public.

dans l'hypothèse de Collectivités ne disposant pas de la compétence voirie, de mettre en place des procédures de travail et d'échanges avec les autres communes permettant le suivi et traitement par les communes des demandes de l'ORC portant sur les travaux et interventions sur le domaine public et sur l'utilisation du domaine public.

Sont notamment concernées les autorisations de travaux, leur programmation en cohérence avec les autres opérations de proximité, la prise en compte des mobiliers urbains et espaces nécessaires au FttH, les autorisations nécessaires à l'occupation du domaine public.

- de soutenir l'ORC dans sa recherche de facilités pour les installations techniques utiles au déploiement et aux infrastructures FttH.

## Mise en place d'actions spécifiques à destination des gestionnaires d'immeubles

L'obtention des accords de déploiement auprès des bailleurs et des syndicats de copropriétaires est indispensable pour permettre l'achèvement du déploiement de l'ORC dans les immeubles.

### Actions de sensibilisation mises en œuvre par les Collectivités

Les Collectivités s'engagent à mettre en œuvre une action de sensibilisation initiale spécifique à destination des gestionnaires d'immeubles, ayant vocation à mettre l'accent sur le caractère neutre et ouvert à tous les autres opérateurs du réseau déployé par l'ORC.

Cette action de sensibilisation est élaborée en concertation avec l'ORC. Par cette action les Collectivités mettent en avant l'existence d'un Opérateur de Réseau Conventionné sur son Territoire et les engagements qu'il a souscrit au

**Convention de programmation et de suivi des déploiements**  
travers de la présente Convention. Par la suite, dans ses échanges et négociations avec les gestionnaires d'immeubles, l'ORC peut se prévaloir explicitement de son statut et des engagements et responsabilités qui y sont associés.

Pendant la durée d'application de la Convention, en fonction des problématiques rencontrées par l'ORC, les Collectivités s'engagent à mettre en œuvre des actions ciblées à destination des gestionnaires d'immeubles.

### **Actions spécifiques s'agissant des bailleurs sociaux pour des immeubles appartenant aux Collectivités**

Les Collectivités apportent, dans les limites de leurs attributions, mandats et compétences, leurs appuis à l'ORC pour l'obtention, auprès des bailleurs sociaux, de l'accord pour équiper leurs immeubles en fibre optique en désignant un opérateur d'immeuble conformément à l'article L. 33-6 du CPCE.

Les Collectivités s'engagent à solliciter les autres personnes publiques, propriétaires d'immeubles gérés par des bailleurs sociaux sur leurs Territoires, afin qu'elles mettent en place des actions comparables.

### **Actions spécifiques s'agissant des autres gestionnaires d'immeubles**

Pour chaque commune faisant l'objet du déploiement du FttH de l'ORC, celui-ci communique aux Collectivités, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, la liste des gestionnaires d'immeubles (bailleurs privés) ou syndics de copropriété dont il a connaissance.

Dans la limite des informations dont elle a connaissance, les Collectivités complètent cette liste. A cet effet le Guichet mis en place par les Collectivités s'appuie sur son réseau contacts au sein des différentes communes concernées.

### **Mise en place d'actions spécifiques à destination des administrés**

Pendant la durée de la présente Convention, les Collectivités :

- organisent, une communication spécifique, relative aux déploiements des réseaux FttH et aux nouveaux usages, à destination des habitants et des entreprises ;
- publient, au moins une fois par an et dans tout support à sa disposition, une information à destination de l'ensemble de la population de la Collectivité, précisant la disponibilité du FttH sur la Zone conventionnée.

S'agissant de la mise en œuvre des actions de communications, les Collectivités resteront neutre par rapport à l'ensemble des Opérateurs de réseaux investisseurs privés actuels ou potentiels qui, le cas échéant, seraient amenés à déployer leur réseau sur le Territoire des Collectivités, et veilleront à l'équilibre de traitement entre tous les opérateurs proposant des offres commerciales aux utilisateurs finaux.

## **Article 10. Réunions techniques**

L'ORC et les Collectivités conviennent que leurs représentants organiseront des réunions techniques régulières dans le cadre de la mise en œuvre de leurs engagements respectifs.

Ces échanges contribueront, notamment, à traiter les éventuelles difficultés opérationnelles rencontrées par les Parties dans l'exécution de leurs engagements.

### Convention de programmation et de suivi des déploiements

En tant que de besoin, des représentants techniques des communes concernées par le ou les Lots de déploiement objet des travaux, seront invités à participer à ces réunions de travail.

Ces réunions techniques feront systématiquement l'objet d'un compte-rendu validé par l'ORC et les Collectivités.

Les Collectivités peuvent se faire assister par toute personne de son choix sous réserve d'un engagement de confidentialité et avec l'accord de l'ORC. Le Guichet assurera l'organisation des réunions techniques (notamment, invitations, mise à disposition d'une salle de réunion, rédaction des comptes rendus).

## Article 11. Mise en place d'un Comité de suivi

Un Comité de suivi est institué pour s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention.

### Composition

Le Comité de suivi est composé des signataires (ou de leurs représentants) de la présente Convention.

En tant que de besoin, le ou les maires d'une ou plusieurs communes, ou leurs représentants, peuvent être invités à participer au Comité de suivi.

A titre exceptionnel et sous réserve de l'accord préalable de l'ensemble des membres du Comité de suivi, une personne extérieure peut être invitée à participer à la réunion du Comité, et ce, du fait de sa compétence particulière, présentant un intérêt pour traiter une ou plusieurs des questions inscrites à l'ordre du jour. Dans ce cadre, les Collectivités pourront notamment demander à être accompagnées par une personnalité qualifiée, sous réserve, le cas échéant, de mesures garantissant la confidentialité des échanges du Comité.

### Rôle du Comité de suivi

Le rôle du Comité de suivi est défini comme suit :

- s'assurer de l'exécution de bonne foi des engagements des parties tels que formalisés dans le cadre de la présente Convention ;
- conformément au cadre européen<sup>4</sup>, suivre annuellement les projets de déploiements de l'ORC dans les trois ans et s'assurer de la capacité de celui-ci à les réaliser ;
- conformément aux stipulations de l'Article 7, prendre connaissance du ou des nouveaux Lots sur lesquels l'ORC souhaite entamer des déploiements d'ici 9 mois ;
- suivre l'avancement des déploiements de l'ORC conformément aux stipulations de l'Article 8. A cet effet l'ORC communique aux membres du Comité de suivi les éléments prévus par ce même Article au moins un mois avant la tenue du Comité ;
- constater les écarts éventuels par-rapport aux engagements initiaux et demander à une ou plusieurs Parties d'expliquer la raison des écarts constatés et proposer des solutions correctives ;

<sup>4</sup> « Lignes directrices de l'Union européenne pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit » (2013/C 25/01)

#### **Convention de programmation et de suivi des déploiements**

- conformément aux stipulations de l'Article 12, être une instance de concertation pour contribuer au règlement de difficultés particulières rencontrées par les Parties n'ayant pas trouvées de solution, ni dans le cadre des réunions techniques prévues à l'Article 10, ni dans le cadre de la mise en place de solutions correctives tel qu'envisagé dans l'alinéa précédent ;
- examiner la nécessité d'une éventuelle modification de la présente Convention et, le cas échéant, préparer cette modification ;
- décider de la mise en œuvre d'actions de communication conjointes entre l'ORC et les Collectivités, et le cas échéant, les autres signataires de la Convention.

## **Fonctionnement**

Le Comité de suivi se réunit au moins chaque semestre, et en tant que de besoin, à la demande des parties.

Le Guichet mis en place par les Collectivités est responsable de l'organisation des réunions du Comité de suivi. Il adresse des convocations accompagnées d'un ordre du jour pour la réunion du Comité un mois avant la tenue de celui-ci. Il en assure le secrétariat et à ce titre la rédaction des projets de comptes rendus soumis pour validation à l'ensemble des membres du Comité dans un délai de deux semaines suivant la tenue d'une réunion de celui-ci.

Les comptes rendus du Comité de suivi sont adoptés par consensus. Ils reflètent les positions exprimées par chacun de ses membres.

Les documents et pièces devant être examinés lors du Comité de suivi sont adressés à ses membres au moins 15 jours (ouvrés) avant la tenue de la réunion du Comité.

## **Article 12. Traitement du non-respect des engagements**

Le traitement des éventuels écarts dans l'exécution des engagements respectifs des Parties suit le processus d'escalade décrit-ci-après :

- 1) Lorsqu'une ou plusieurs Parties estiment que l'une des autres Parties ne respecte pas ses engagements, elles le lui signifient. Les Parties conviennent alors de se concerter dans le cadre d'une réunion technique telle que prévue à l'Article 10 pour identifier les solutions correctives devant être mises en œuvre.

Si ces échanges techniques n'ont pas permis de corriger l'écart constaté, ou si une Partie mise en cause conteste l'écart qui lui est reproché, un point dédié à cette question est inscrit à l'ordre du jour du Comité de suivi, celui-ci, conformément aux stipulations de l'Article 11, pouvant, le cas échéant, se réunir à la demande de l'une des Parties sans attendre la tenue programmée de sa prochaine réunion.

- 2) Conformément aux stipulations de l'Article 11, le Comité de suivi est l'instance de concertation pour contribuer au règlement de difficultés rencontrées entre les Parties n'ayant pas trouvées de solution entre elles.

Dans ce cadre, la Partie, à laquelle il est reproché de ne pas respecter ses engagements, est invitée, soit à :

- o démontrer qu'elle respecte bien ses engagements et, le cas échéant, qu'elle n'est pas responsable des éventuels écarts constatés ;
- o proposer des mesures correctives, dès lors qu'elle ne conteste pas la responsabilité des écarts qui lui sont imputés ;
- o indiquer qu'elle n'est pas en capacité de corriger ces écarts, et par là, de respecter ses engagements. Dans cette hypothèse, le Comité de suivi constate, par consensus, la défaillance de l'une des Parties.

#### Convention de programmation et de suivi des déploiements

- 3) Dès lors que le processus de concertation, décrit précédemment, n'a pas permis de résoudre les difficultés rencontrées, une ou plusieurs Parties peuvent saisir le Préfet de Région. Celui-ci peut alors entendre les parties, et le cas échéant les réunir dans le cadre de la CCRANT.
- 4) En cas de difficulté persistante avérée ou en cas d'absence de solution identifiée dans un délai de six mois à compter de l'échec de la concertation prévue dans le cadre du Comité de suivi, et notamment la saisine du Préfet de Région, les Parties conviennent, par la présente Convention, de solliciter l'avis du Comité national de concertation prévu par le Plan France Très Haut Débit. Au regard de cet avis, le Comité de suivi constate, le cas échéant, la défaillance de l'une des Parties.

### Article 13. Durée

La présente Convention prend effet à compter de la date de sa signature par les Parties et s'achèvera au 31 décembre 2020.

Six mois avant le terme de la présente Convention, les Parties pourront convenir de la prolonger.

### Article 14. Évolution des termes de la présente Convention

Toute modification de la présente convention fait l'objet préalablement d'une concertation, conformément aux stipulations de l'Article 11, aboutissant à la formalisation d'un avenant écrit et signé des Parties, suivant les formes et procédures relevant des règles de fonctionnement interne et conformes au statut juridique de chaque Partie.

Une telle modification pourra intervenir dans l'hypothèse d'un changement législatif, réglementaire ou des conditions économiques du déploiement ayant pour conséquence de modifier les obligations stipulées pour le déploiement du FttH.

### Article 15. Résiliation de la Convention

L'une des Parties peut souhaiter résilier la Convention pour non-exécution par une autre Partie de ses obligations nées de la présente Convention, dans les conditions décrites ci-après.

La Convention pourra être résiliée, par l'une des Parties après une phase de concertation au sein du Comité de suivi.

Une fois cette concertation réalisée, la Partie souhaitant résilier la présente Convention adresse aux autres Parties un courrier recommandé avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois.

Une fois la présente Convention résiliée, les Parties ne sont plus liées par leurs obligations réciproques.

### Article 16. Pièces contractuelles et interprétation

La présente Convention et ses 9 annexes constituent l'intégralité de l'engagement des Parties.

#### **Convention de programmation et de suivi des déploiements**

En cas de contradiction entre les clauses et les documents annexés, la présente Convention prime sur les Annexes 2 à 9, qui ont elles-mêmes une valeur juridique supérieure aux documents qui y sont joints le cas échéant.

Cependant, par exception au principe stipulé ci-dessus, les Parties accordent à l'Annexe 1 « Définitions » la même valeur juridique que celle accordée aux stipulations de la présente Convention.

## **Article 17. Confidentialité et utilisation des données**

S'agissant des « Communes moins denses », les Collectivités sont libres d'utiliser les données communiquées par l'ORC après agrégation des informations, notamment cartographiques aux fins de la présente convention. Les Collectivités et l'ORC détermineront notamment les éléments couverts par le secret des affaires et les éléments communicables non confidentiels

S'agissant des « zones très denses », les Parties conviennent d'identifier et de respecter les éléments de confidentialité nés de l'exécution de la présente Convention. Les Collectivités et l'ORC détermineront notamment les éléments couverts par le secret des affaires et les éléments communicables non confidentiels.

Dans les limites des stipulations précédemment énoncées, les Collectivités et/ou l'Etat peuvent utiliser les données communiquées par l'ORC pour mettre à disposition des administrés un serveur d'éligibilité des logements et locaux à usages professionnels afin que ces administrés puissent, sur la base des informations fournies par ce serveur, vérifier le raccordement de leur logement et s'adresser à l'Opérateur de service de leur choix pour faire procéder au raccordement final de leur logement ou local à vocation professionnel.

## **Article 18. Intuitu Personae**

Si une personne morale devait être substituée à l'une des collectivités signataires de la présente Convention totalement ou partiellement, l'ORC en sera informé dans les meilleurs délais.

De convention expresse entre les Parties, si la structure juridique devait être dotée d'une compétence d'opérateur déclaré à l'ARCEP au sens de l'article L 32-1 du CPCE, soit lors de sa constitution, soit postérieurement à celle-ci, soit indirectement notamment au moyen d'une structure juridique de quelque forme que ce soit, la Partie la plus diligente saisit le Comité de suivi afin que celui-ci puisse apprécier la matérialité de l'activité que cette structure juridique entend conduire. Le cas échéant, l'ORC pourrait résilier la présente Convention, sans que les Collectivités signataires puissent à quelque titre que ce soit, se prévaloir d'un quelconque préjudice.

De manière symétrique, si l'ORC devait être l'objet d'un changement de contrôle, les Collectivités peuvent résilier la présente Convention, sans que l'ORC puisse, à quelque titre que ce soit, se prévaloir d'un quelconque préjudice. Les Parties conviennent néanmoins que cette faculté de résiliation ne peut être exercée en cas de restructuration interne de l'ORC, lorsque le changement de contrôle est effectué au profit de l'une des sociétés affiliées de l'opérateur.

\*\*\*

Convention de programmation et de suivi des déploiements

Fait à

En 9 exemplaires

<b>Pour l'Etat</b> <b>Mxxxxxx, Préfet de Région</b>	<b>Pour la Région Provence Alpes Cote d'Azur</b> <b>M. xxxxx, Président</b>
<b>Pour le Département du Var</b> <b>M. Marc GIRAUD, Président</b>	<b>Pour la communauté d'agglomération Var Estérel Méditerranée</b> <b>M. Georges GINESTA, Président</b>
<b>Pour la communauté d'agglomération Dracénoise</b> <b>M. Olivier AUDIBERT TROIN, Président</b>	<b>Pour la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée</b> <b>Mx XXXXX, Président</b>
<b>Pour la commune de Saint-Zacharie</b> <b>Mx XXXXX, Maire</b>	<b>Pour la commune de Vinon-sur-Verdon</b> <b>Mx XXXXX, Maire</b>
<b>Pour Orange</b> <b>Mxxxxx, xxxxx</b>	

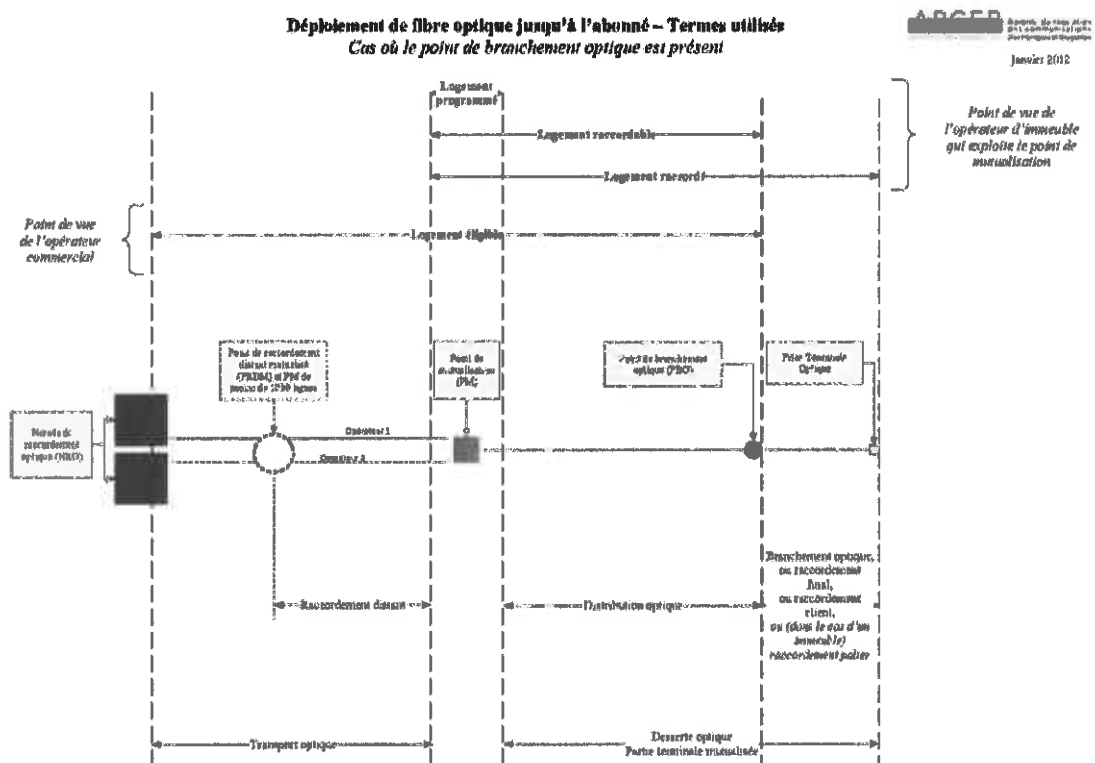
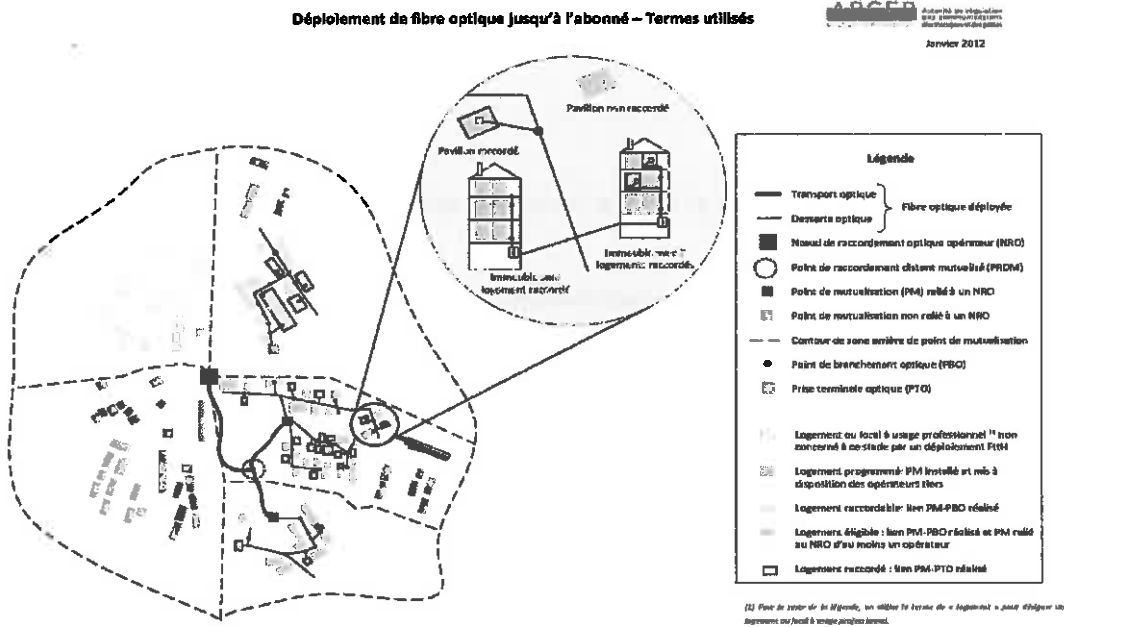
## **Annexes**

### **Liste des annexes**

- Annexe 1 : Définitions**
- Annexe 2 : Zone conventionnée**
- Annexe 3 : Volumes annuels**
- Annexe 4 : Situation initiale en matière de débits et de services disponibles**
- Annexe 5 : Zones prioritaires**
- Annexe 6 : Méthodologie de programmation concertée des déploiements**
- Annexe 7 : Caractéristiques des informations communiquées dans le cadre de la programmation concertée des déploiements**
- Annexe 8 : Caractéristiques des informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements**
- Annexe 9 : Désignation des Interlocuteurs des Collectivités et de l'ORC**

## Annexe 1 : Définitions

### Synthèse de la terminologie utilisée par l'ARCEP :



## **Convention de programmation et de suivi des déploiements**

### **Définitions :**

#### **CCRANT**

La CCRANT, pour Commission consultative régionale pour l'aménagement numérique du territoire, permet une gouvernance régionale de l'action territoriale de l'Etat et des collectivités en matière d'aménagement numérique. Elle réunit, en plus des services de l'Etat et des collectivités, les opérateurs de communications électroniques afin de veiller à la bonne cohérence des projets de déploiements privés et des initiatives publiques.

#### **Collectivité**

Désigne dans la Convention la collectivité territoriale sur le territoire de laquelle l'Opérateur de réseau s'engage à déployer, via ses propres investissements, des réseaux FttH. Dans sa rédaction, le modèle de Convention utilise le terme « Collectivité » pour désigner l'échelle intercommunale.

#### **FttH**

La fibre optique jusqu'à l'abonné (ou FttH pour Fibre to the Home) correspond au déploiement de la fibre optique depuis le nœud de raccordement optique jusque dans les logements ou locaux à usage professionnel.

#### **FttO**

Le FttO (pour Fibre to the Office) désigne généralement les boucles locales dédiées (BLOD) au raccordement de clients d'affaires, sachant qu'une telle boucle peut raccorder non seulement les entreprises mais plus largement tout type de site non résidentiel tel qu'une administration.

#### **IRIS**

Ilots regroupés pour des indicateurs statistiques.

#### **Local raccordable dès autorisation**

Logement ou local à usage professionnel pour lequel l'Opérateur de réseau conventionné a déployé un réseau lui permettant de le rendre Raccordable (installation du PBO) dans un délai maximal de six mois à compter de la signature de la convention régie par l'article L. 33-6 du code des postes et communications électroniques, ou de l'accord avec un particulier, lui permettant de déployer le réseau FttH sur la propriété privée (ou publique).

#### **Local raccordable sur demande**

Logement ou local à usage professionnel pour lequel l'Opérateur de réseau conventionné a déployé un réseau lui permettant de le rendre Raccordables (installation du PBO) dans un délai maximal de six mois à compter de toute commande de Raccordement final (PBO-PTO) d'un Opérateur de service FttH. Les conditions techniques et tarifaires de ces raccordements finaux sont établies et mises en œuvre conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Lot de déploiement**

Ensemble cohérent de zones arrière de point de mutualisation, déployées sur une ou plusieurs communes.

#### **Local programmé**

## **Convention de programmation et de suivi des déploiements**

Logement ou local à usage professionnel situé dans la zone arrière d'un point de mutualisation pour lequel le point de mutualisation a été installé et mis à disposition des opérateurs tiers, au sens de l'annexe II de la décision n° 2009-1106.

### **Local raccordable**

Logement ou local à usage professionnel pour lequel il existe une continuité optique entre le point de mutualisation et le point de branchement optique, ou entre le point de mutualisation et la prise terminale optique si le point de branchement optique est absent.

### **Local raccordé**

Logement ou local à usage professionnel pour lequel il existe une continuité optique entre le point de mutualisation et la prise terminale optique.

### **Nœud de raccordement optique (NRO)**

Point de concentration d'un réseau en fibre optique où sont installés les équipements actifs à partir desquels l'opérateur active les accès de ses abonnés.

### **Opérateur de réseau**

Opérateur de communications électroniques tel que défini à l'article L. 32-15° du Code des Postes et Communications Électroniques (CPCE) qui engage les déploiements d'un réseau en fibre optique FTTH ouvert aux Opérateurs de service.

### **Opérateur de réseau conventionné**

L'Opérateur de Réseau Conventionné (ou ORC) est l'Opérateur de réseau signataire de la Convention de programmation et de suivi des déploiements.

### **Opérateur de service (ou FAI - fournisseur d'accès internet ou Opérateur commercial)**

Désigne un Opérateur commercialisant des services de communications électroniques à très haut débit via les offres d'accès aux lignes FTTH d'un Opérateur de réseau.

### **Opérateur d'immeuble**

Toute personne chargée de l'établissement ou la gestion d'une ou plusieurs lignes dans un immeuble bâti, notamment dans le cadre d'une convention d'installation, d'entretien, de remplacement ou de gestion des lignes signée avec le propriétaire ou le syndicat de copropriétaires, en application de l'article L. 33-6 du code des postes et des communications électroniques ; l'opérateur d'immeuble n'est pas nécessairement un opérateur au sens de l'article L. 33-1 du même code.

### **Poches de basse densité**

Ensemble des IRIS où il est recommandé que le déploiement du FttH soit réalisé selon une architecture proche de celle retenue pour les zones moins denses. Ces IRIS ont été identifiés, conformément à la recommandation n° 2011-0614 de l'ARCEP du 14 juin 2011, au terme des travaux conduits par un comité technique de concertation regroupant les opérateurs déployant des réseaux dans les zones très denses et les collectivités territoriales concernées.

### **Point de branchement optique (PBO)**

### **Convention de programmation et de suivi des déploiements**

Dans les immeubles de plusieurs logements ou locaux à usage professionnel comprenant une colonne montante, équipement généralement situé dans les boîtiers d'étage de la colonne montante qui permet de raccorder le câblage vertical avec le câble de branchement. Le point de branchement optique peut également se trouver à l'extérieur de l'habitat à proximité immédiate du logement ou local à usage professionnel, en général à quelques mètres ou quelques dizaines de mètres du local ; dans ce cas, il permet de raccorder le câblage installé en amont dans le réseau avec le câble de branchement.

### **Point de mutualisation (PM)**

Point d'extrémité d'une ou de plusieurs lignes au niveau duquel la personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communication électronique à très haut débit en fibre optique donne accès à des opérateurs à ces lignes en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du Code des Postes et des Communications Electroniques (CPCE).

### **Point de terminaison optique (PTO)**

Extrémité de la ligne sur laquelle porte l'obligation d'accès imposée par les décisions n° 2009-1106 et n° 2010-1312 de l'ARCEP.

### **Raccordement final (ou raccordement client)**

Opération consistant à installer un câble de branchement comprenant une ou plusieurs fibres optiques entre le point de branchement optique (PBO) et la prise terminale optique (PTO). Par convention, il n'y a pas de raccordement final en l'absence de PBO.

### **SDTAN**

Selon l'article L. 1425-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) « (...) recensent les infrastructures et réseaux de communications électroniques existants, identifient les zones qu'ils desservent et présentent une stratégie de développement de ces réseaux, concernant prioritairement les réseaux à très haut débit fixe et mobile, y compris satellitaire, permettant d'assurer la couverture du territoire concerné. Ces schémas, qui ont une valeur indicative, visent à favoriser la cohérence des initiatives publiques et leur bonne articulation avec l'investissement privé (...) ».

Un schéma directeur correspond à un territoire sur lequel il est unique. Ce territoire doit recouvrir un ou plusieurs départements ou une région. Il a pour objectif de permettre aux différents acteurs, notamment aux collectivités, de définir une stratégie concertée de déploiement des réseaux sur le territoire concerné.

L'élaboration d'un schéma directeur constitue un préalable à l'intervention d'une collectivité territoriale en faveur du déploiement du très haut débit sur son territoire.

### **Zone arrière de Point de mutualisation**

Les Points de mutualisation en Zones moins denses se situent hors de la propriété privée ou en local privé accessible aux Opérateurs de réseau dans une plage de temps raisonnable et regroupent les lignes à très haut débit en fibre optique des immeubles bâtis à usage collectif ou logement ou local individuel. L'ensemble des immeubles bâtis à usage collectif ou logement ou local individuel reliés, effectivement ou potentiellement, à ce Point de mutualisation, forment une zone géographique continue. Cette zone géographique constitue la Zone arrière d'un Point de mutualisation.

### **Zone conventionnée**

#### **Convention de programmation et de suivi des déploiements**

La Zone conventionnée correspond au périmètre géographique sur lequel l'Opérateur de Réseau Conventionné s'engage, via ses propres investissements, à déployer ses réseaux FttH, en respectant l'ensemble des stipulations de la Convention de programmation et de suivi des déploiements. Si la Zone conventionnée peut regrouper à la fois des communes de la zones très dense et des communes hors la zone très dense, toutefois, les engagements de l'opérateur sur ces deux types de communes différeront. Le périmètre géographique de cette zone conventionnée est défini par l'Annexe 2 de la Convention.

#### **Zones très denses et Zones moins denses (Hors zones très denses ou Zone moyennement denses)**

La Zone très dense est constituée des communes dont la liste est définie dans l'annexe I de la décision n° 2009-1106 de l'ARCEP. Les communes ne figurant dans cette liste constituent donc les « communes hors zones très denses ».

## Convention de programmation et de suivi des déploiements

### Annexe 2 : Zone conventionnée

#### Communes hors Zone très dense AMII

Code INSEE	EPCI	Commune	Année de lancement Orange	Nb de locaux (INSEE 2010)	Achèvement du déploiement
83061	CA Var Estérel Méditerranée	Fréjus	2013	38 411	2018
83118	CA Var Estérel Méditerranée	Saint-Raphaël	2013	33 105	2018
	CA Var Estérel Méditerranée			71 516	
83003	CA Dracénoise	Ampus	à partir de 2015	728	2020
83004	CA Dracénoise	Les Arcs	à partir de 2015	3 576	2020
83011	CA Dracénoise	Bargemon	à partir de 2015	1 197	2020
83028	CA Dracénoise	Callas	à partir de 2015	1 255	2020
83038	CA Dracénoise	Châteaudouble	à partir de 2015	323	2020
83041	CA Dracénoise	Claviers	à partir de 2015	641	2020
83050	CA Dracénoise	Draguignan	2014	18 414	2019
83056	CA Dracénoise	Figanières	à partir de 2015	1 288	2020
83058	CA Dracénoise	Fleyosc	à partir de 2016	2 561	2020
83072	CA Dracénoise	Longues	à partir de 2015	5 549	2020
83082	CA Dracénoise	Monterrat	à partir de 2015	510	2020
83085	CA Dracénoise	La Motte	à partir de 2015	1 766	2020
83086	CA Dracénoise	Le Muy	à partir de 2015	5 198	2020
83134	CA Dracénoise	Taradeau	à partir de 2015	994	2020
83141	CA Dracénoise	Trans-en-Provence	à partir de 2015	2 803	2020
83148	CA Dracénoise	Vidauban	à partir de 2015	5 314	2020
	CA Dracénoise			52 096	
83120	CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Saint-Zacharie	à partir de 2015	2 210	2020
83126	CA Toulon Provence Méditerranée	La Seyne-sur-Mer	2012	33 633	2017
83129	CA Toulon Provence Méditerranée	Six-Fours-les-Plages	2013	24 849	2018
	CA Toulon Provence Méditerranée			58 482	
83150	CC Luberon Durance Verdon	Vinon-sur-Verdon	à partir de 2015	2 054	2020
				186 357	

#### Communes hors Zone très dense

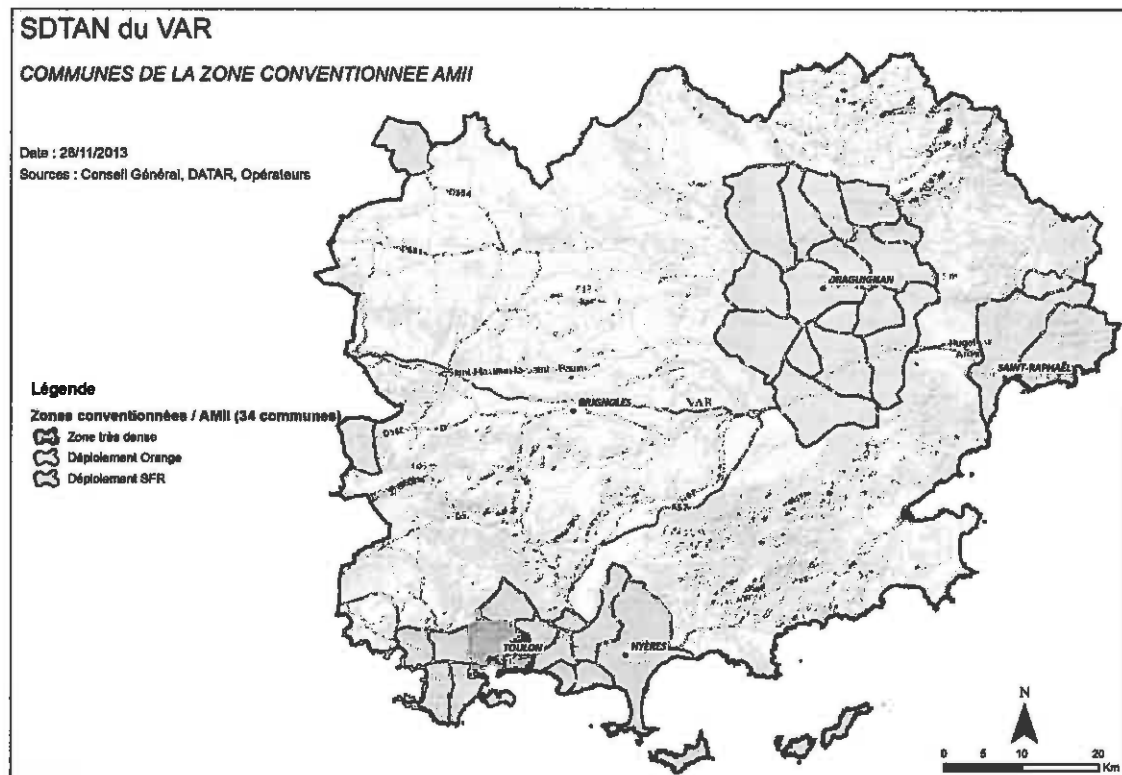
Code INSEE	EPCI	Commune	Début déploiements	Nb de locaux (INSEE 2010)
83153	CA Toulon Provence Méditerranée	Saint-Mandrier-sur-Mer	à partir de 2015	5 036

#### Communes Zone très dense

Code INSEE	EPCI	Commune	Début déploiements	Nb de locaux (INSEE 2010)
83137	CA Toulon Provence Méditerranée	Toulon	2010	89 934

## Convention de programmation et de suivi des déploiements

### Cartographie des zones de déploiement de l'Opérateur de réseau conventionné



Source : SDTAN 83 du 18/12/2014

## Convention de programmation et de suivi des déploiements

### Annexe 3 : Volumes annuels

Cet engagement de l'ORC sur les communes moins denses AMII a une valeur indicative.

Source INSEE 2010 (ayant tendance statistiquement à sous-estimer les raccordables à la demande)

Ensemble des communes AMII

Année	Volume de locaux Programmés		Volume de locaux Raccordables sur demande	
	Nombre de locaux	% du total	Nombre de locaux	% du total
2014	40 908	22%	14 048	18%
2015	78 011	42%	27 129	34%
2016	121 237	65%	45 841	58%
2017	153 145	82%	60 640	76%
2018	175 030	94%	71 879	91%
2019	182 569	98%	76 691	97%
2020	186 357	100%	79 399	100%

CA de Fréjus - Saint Raphaël

Année	Volume de locaux Programmés		Volume de locaux Raccordables sur demande	
	Nombre de locaux	% du total	Nombre de locaux	% du total
2014	8 582	12%	2 631	12%
2015	17 879	25%	5 482	25%
2016	35 758	50%	10 964	50%
2017	53 637	75%	16 446	75%
2018	64 365	90%	19 735	90%
2019	71 516	100%	21 928	100%
2020	71 516	100%	21 928	100%

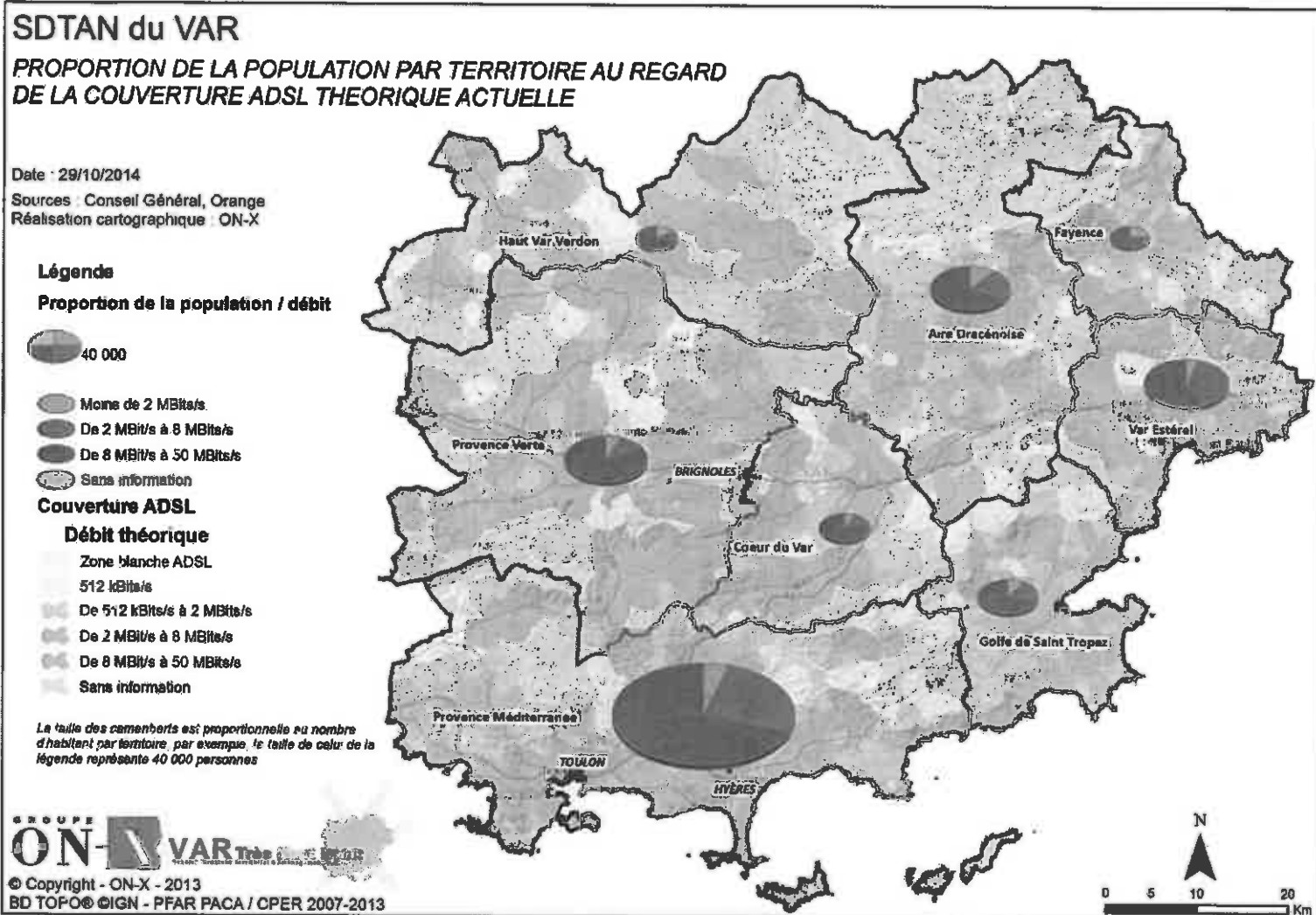
CA Dracénoise

Année	Volume de locaux Programmés		Volume de locaux Raccordables sur demande	
	Nombre de locaux	% du total	Nombre de locaux	% du total
2014	EPDC		EPDC	
2015	737	1%	300	1%
2016	9 656	19%	5 464	17%
2017	22 680	44%	13 319	42%
2018	34 019	65%	19 979	64%
2019	43 518	84%	25 888	82%
2020	52 096	100%	31 421	100%

**Convention de programmation et de suivi des déploiements**  
**CA Toulon Provence Méditerranée**

Année	Volume de locaux Programmés		Volume de locaux Raccordables sur demande	
	Nombre de locaux	% du total	Nombre de locaux	% du total
2014	21 347	37%	7 997	35%
2015	30 119	52%	11 430	50%
2016	41 816	72%	16 007	70%
2017	53 512	92%	20 584	90%
2018	58 482	100%	22 884	100%
2019	58 482	100%	22 884	100%
2020	58 482	100%	22 884	100%

## Annexe 4 : Situation initiale en matière de débits et de services disponibles



## Convention de programmation et de suivi des déploiements

Source : SDTAN 83 du 18/12/2014

## Annexe 5 : Zones prioritaires de déploiement

Les Collectivités indiquent la liste des communes ou zones infra-communales pour lesquelles elles souhaitent qu'une priorisation des déploiements soit réalisée.

Communes de la CA Dracénoise prioritaires d'ici 2018 :

- Taradeau,
- Trans en Provence,
- Les Arcs,
- Lorgues,
- Le Muy.

Quartiers prioritaires de la CAVEM d'ici 2018 :

Commune de Fréjus

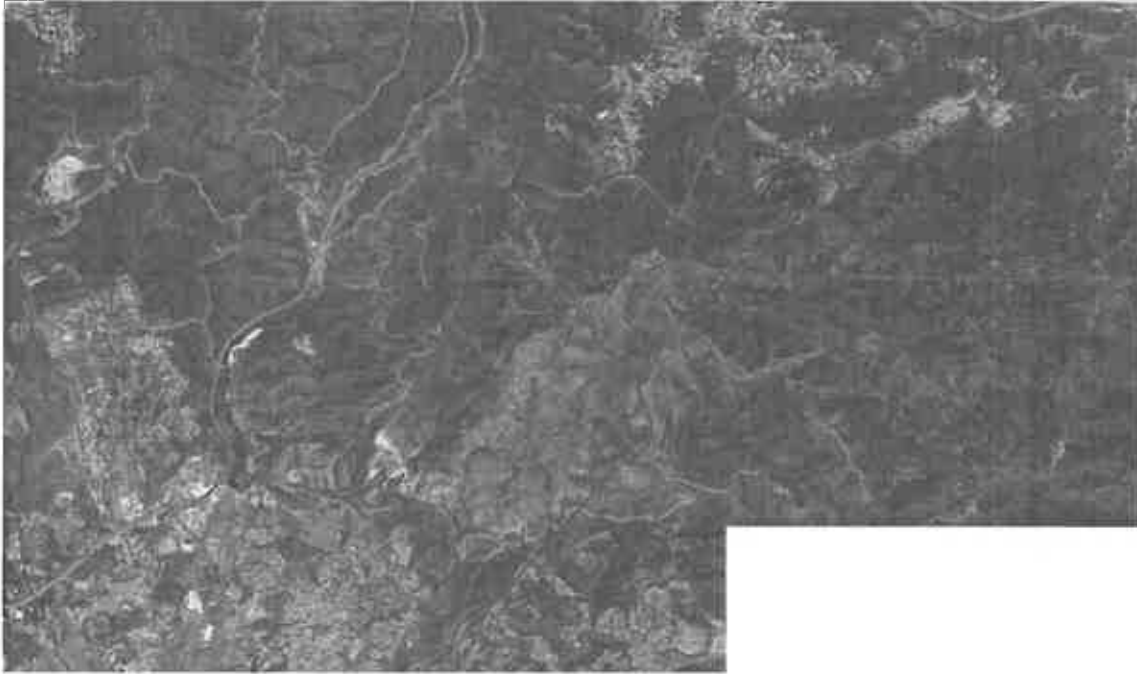
-Priorité 1



Nb de logement	8350
Quartier	Centre-Ville, l'Agachon, Les Arènes, La Palud, CAIS, Sainte Brigitte, Capitou Sud, Castellans, Tour de mare sud
Zones d'activités	La Palud, L'intendance, Lou Gabian, Saint-Pons, Pôle d'Excellence Jean-Louis, Pôle Mixte, Pôle BTP E. DONAT, Pôle Capitou Sud
Nb Ecole	5 écoles maternelles, 4 écoles primaires, 2 lycées,
Etablissement de santé	2 structure pour personnes âgées, 1 établissement de repli, 1 laboratoire de biologie médicale.
Etablissement Administratif	6

## Convention de programmation et de suivi des déploiements

### ☐ Priorité 2



Nb de logement	4833
Quartier	Capitou nord, Saint Jean de Cannes
Zones d'activités	Pôle Production
Nb d'Ecole	1 école maternelle et 1 école primaire
Etablissement de santé	1 structure pour personnes âgées
Etablissement Administratif	2

### ☐ Priorité 3

--

## Convention de programmation et de suivi des déploiements



Nb de logement	13635
Quartier	Villeneuve, Port Fréjus, Fréjus plage, Plaine de l'Argens, Villepey
Zones d'activités	néant
Nb d'Ecole	2 écoles maternelles, 2 écoles primaires, 1 collège
Etablissement de santé	1 établissement de repli, 1 laboratoire de biologie médicale, 1 centre d'imagerie médicale
Etablissement Administratif	11

Cette liste sera étudiée avec l'opérateur au démarrage du travail EPDC par lot (phase d'étude)

• Priorité 4

# Convention de programmation et de suivi des déploiements

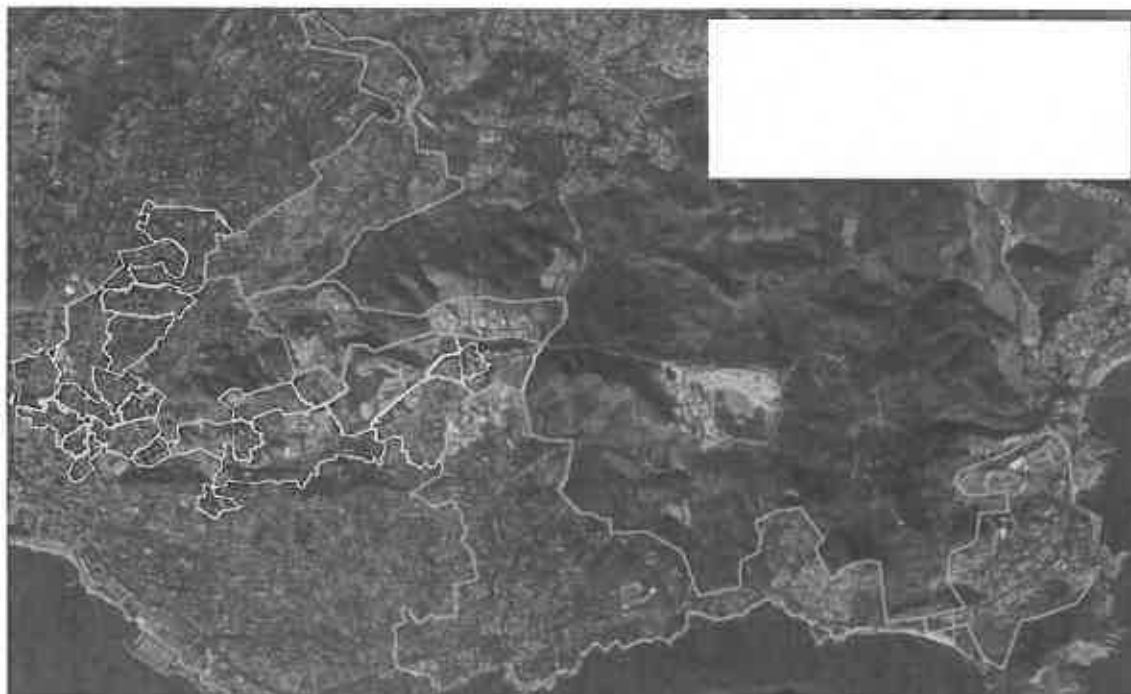


Nb de logement	6535
Quartier	Saint-Aygulf
Zones d'activités	néant
Nb d'Ecole	1 école maternelle et 1 école primaire
Etablissement de santé	1 laboratoire de biologie médicale
Etablissement Administratif	4

## Convention de programmation et de suivi des déploiements

### Commune de Saint-Raphaël

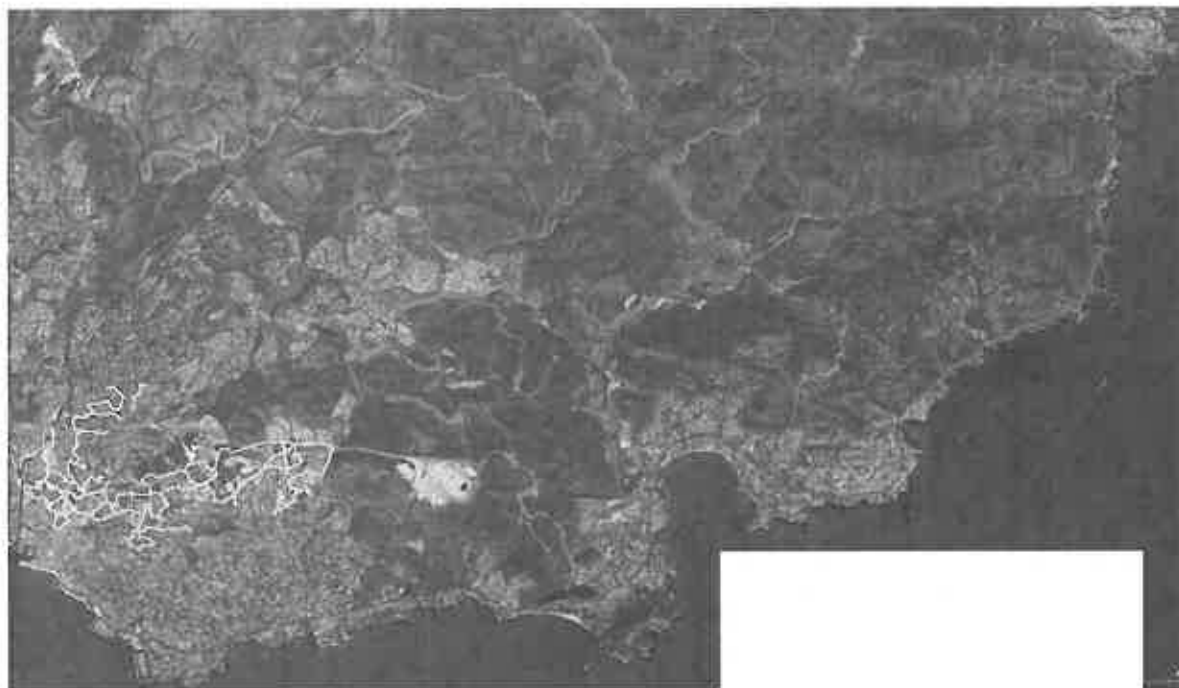
#### - Priorité 1



Nb de logement	7560
Quartier	Boulouris, Valescure Est, Dramon / Cap Estérel
Zones d'activités	Epsilon 1, Epsilon 2, Epsilon 3, le Cerceron
Nb d'Ecole	1 école maternelle, 3 écoles primaires, 1 collège, 1 Lycée
Etablissement de santé	2 structure pour personnes âgées, 1 établissement de repli, 1 laboratoire de biologie médicale, 1 centre d'imagerie médicale
Etablissement Administratif	4

#### Priorité 2

## Convention de programmation et de suivi des déploiements



Nb de logement	8 350
Quartier	Agay, Les Tasses Jardins de Diane / Pins Blanc, La Lauve, Valescure Ouest, Le Trayas
Zones d'activités	Le Grenouillet
Nb d'Ecole	2 écoles maternelles, 3 écoles primaires
Etablissement de santé	1 laboratoire de biologie médicale
Etablissement Administratif	5

### Priorité 3

--

# Convention de programmation et de suivi des déploiements



Nb de logement	11 100
Quartier	Centre-ville, Les Veyssière, Anth�or, Trayas (bord de mer)
Zones d'activités	néant
Nb d'Ecole	2 écoles maternelles, 2 écoles primaires, 1 lycée
Etablissement de santé	1 laboratoire de biologiemedicale, 1 Etablissement de recours, 2 structures pour personnes âgées
Etablissement Administratif	5

## Annexe 6 : Méthodologie de programmation concertée des déploiements

**En zone moins dense (AMII et non AMII)**

Orange met en œuvre ses engagements de déploiements de son réseau FttH selon une méthodologie en trois temps :

- organisation en concertation avec les Collectivités d'une réunion d'information préalable en présence des communes situées dans le périmètre de déploiement ;
- lancement des études globales décrites à l'échelle des Collectivités ;
- engagement du processus « EPDC » (Etudes détaillées par lot annuel du déploiement, Plan schéma de déploiement, Discussion avec la collectivité territoriale, Consultation des opérateurs FTTH) avec les Collectivités.

**REUNION PREALABLE D'INFORMATION**

Orange organise en concertation avec les Collectivités une réunion d'information préalable à l'attention des communes concernées par le calendrier de déploiement.

Cette réunion permettra à Orange de présenter la méthodologie et le calendrier.

**LANCEMENT DES ETUDES GLOBALES**

Orange réalise un premier schéma global par grandes zones de déploiement sur la zone concertée en fonction des contraintes de géo-typage et techniques (type d'habitat, appétence client final, éligibilité ADSL, NRA présents et leur zone arrière de couverture, contraintes diverses dont notamment zones inondables, etc.).

Les discussions sont engagées avec les Collectivités. Dans l'optique de ces réunions, les Collectivités rassemblent les éléments préparatoires (projets immobiliers et évolutions urbaines prévues).

Sur la base des études globales, Orange présente une étude des NRO choisis et retenus ainsi que leurs zones arrière de couverture à l'échelle des Collectivités, ainsi que la proposition de couverture de la zone correspondant au premier Lot de déploiement (tel que défini en Annexe 1).

Les discussions pourront conduire, le cas échéant, à intégrer, à l'intérieur du territoire de la commune étudiée, certaines adaptations ou modifications sur le contenu du déploiement (nouveaux quartiers, zones d'activités,...) tout en respectant les contraintes propres d'Orange. Ces adaptations doivent s'insérer dans le volume de déploiements (ressources, investissements, ...) initialement prévu à l'échelle des Collectivités.

**PROCEDURE « EPDC »**

Au plus tard 6 mois avant le déploiement de chaque lot de déploiement, Orange met en œuvre la méthodologie EPDC décrite ci-dessous :

- **Étude précise du Lot de déploiement** (notamment habitat, densité, verticalité, entreprises, ZAE). Cette étude est présentée aux référents des Collectivités, notamment afin de s'assurer qu'elle intègre l'ensemble des projets immobiliers et évolutions urbaines prévues sur le territoire des Collectivités afin de permettre un dimensionnement adéquat du réseau par Orange
- **Plan schéma de déploiement sur le Lot de déploiement** avec tous les PM et leurs zones arrières, et plan schéma de déploiement NRO avec emplacement prévisionnel des armoires de PM. Ce plan et les études sont envoyés aux Collectivités
- **Discussions au plus tôt entre Orange et la Collectivité pour :**
  - présenter et figer le Plan schéma de déploiement du Lot de déploiement (PM et leurs zones arrières),
  - étudier les lieux d'implantation des armoires des PM présentés,
- En parallèle, lancement des négociations aux fins d'obtention des accords des syndics et bailleurs sur le Lot de déploiement concerné

## Convention de programmation et de suivi des déploiements

- **Consultation officielle sur le Lot de déploiement des Opérateurs de services déclarés à l'ARCEP ;**
- En parallèle, Orange envoie à la commune concernée par les déploiements, avec copie pour les Collectivités et le Département s'agissant du domaine routier public ou privé, les demandes d'autorisations de voirie pour l'implantation de chaque PM du Lot de déploiement et pour les tirages de câbles chaque fois que nécessaire. La commune concernée apporte une réponse à Orange dans les délais prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. De même, Orange envoie à la commune concernée par les déploiements avec copie pour les Collectivités et le Département les demandes d'autorisations de voirie officielles pour l'ouverture des chambres et les relevés de leur occupation chaque fois que nécessaire.
- La commune apporte une réponse à Orange dans les délais prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. L'ouverture des chambres et les relevés de leur occupation s'effectuent conformément aux conditions prévues par l'Offre d'Accès au Génie Civil d'Orange pour les réseaux FTTx (décision ARCEP n° 2011-0668).
- Dès réception des réponses des Opérateurs de services à la consultation ou à l'issue du délai de réponse à cette consultation, le déploiement sur le terrain commence :
  - installation des armoires des PM avec réalisation de leur adduction,
  - tirage de câbles de raccordement distant avec les armoires des PM,
  - mise à disposition des PM et respect des délais ARCEP,
  - tirage de câbles en aval des armoires des PM.

Un modèle de cartographie des zones arrière de PM visant à préciser les engagements de déploiement d'Orange tels que visés ci-dessus est fourni en annexe 7 à la présente Convention.

### **En zone très dense**

L'Opérateur de réseau met en œuvre la méthodologie décrite ci-dessous pour la réalisation des études d'ingénierie :

- Étude précise du Lot de déploiement pour les PM sur voies publiques (notamment habitat, densité, verticalité, entreprises, ZAE). Cette étude est présentée au chef de projet de la Collectivité, afin de lui demander si elle couvre l'ensemble des projets et évolutions urbaines prévues sur le territoire de la commune dans ce Lot de déploiement afin de permettre un dimensionnement adéquat du réseau par l'Opérateur.
- Pour les poches de basse densité : Plan schéma de déploiement sur le Lot de déploiement avec tous les PM et leurs zones arrière, avec emplacement prévisionnel des armoires de PM. Ce plan et les études sont envoyés à la Collectivité.
- Etudes des lieux d'implantation des armoires des PM avec les Collectivités en vue de l'obtention des autorisations de voirie,
- Lors du déploiement, l'Opérateur de réseau mettra en œuvre les protocoles de voirie en vigueur.
- L'Opérateur de réseau envoie à la commune concernée par les déploiements, avec copie pour le Département s'agissant du domaine routier public ou privé, les demandes d'autorisations de voirie pour l'implantation de chaque PM du Lot de déploiement et pour les tirages de câbles chaque fois que nécessaire.
- La commune concernée, ou le Département le cas échéant, apporte une réponse à l'Opérateur de réseau dans les délais prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. De même, l'Opérateur de réseau envoie à la commune concernée par les déploiements avec copie pour le Département les demandes d'autorisations de voirie officielles pour l'ouverture des chambres et les relevés de leur occupation chaque fois que nécessaire.

#### Convention de programmation et de suivi des déploiements

- La commune apporte une réponse à l'Opérateur de réseau dans les délais prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. L'ouverture des chambres et les relevés de leur occupation s'effectuent conformément aux conditions prévues par l'Offre d'Accès au Génie Civil d'Orange pour les réseaux FTTx conforme à la décision ARCEP n° 2011-0668.

## Annexe 7 : Informations communiquées, au fil du déploiement, dans le cadre de la programmation concertée des déploiements

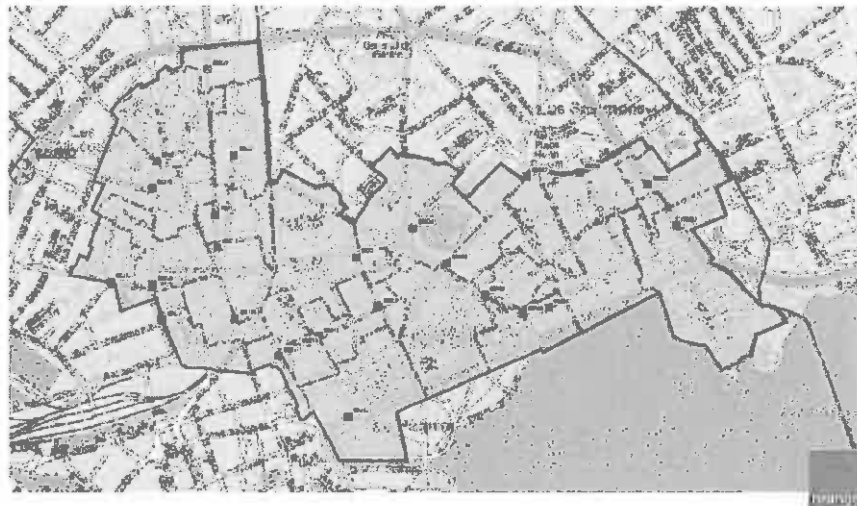
L'ORC précise dans l'Annexe 7 les caractéristiques de l'ensemble des informations qui seront communiquées dans le cadre de la programmation concertée des déploiements. A minima, celles-ci comporteront les éléments suivants, mis à jour aux différentes étapes de concertation avec les Collectivités :

- Au moins 9 mois avant le début du déploiement d'un Lot :
  - o Délimitation géographique du ou des Lots de déploiement (fichier cartographique)
- Au moins 6 mois avant le début du déploiement d'un Lot :
  - o Cartographie du lot déploiement au format vectoriel faisant apparaître son périmètre, les lieux d'implantation des PM et leurs zones arrière.

Exemple

EPDC  
Plan schéma de  
déploiement

Les quartiers identifiés pour le  
1er lot de déploiement



16/03/2012

confidentiel / secret des affaires

19

- o Calendrier prévisionnel de déploiement :

[illegible]

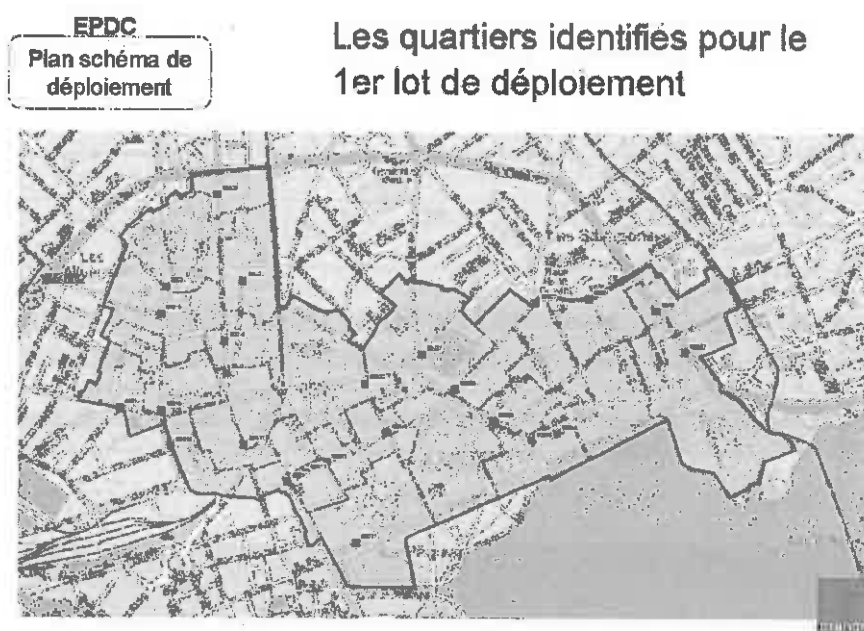
-

## Annexe 8 : Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements

L'ORC précise dans l'Annexe 8 les caractéristiques de l'ensemble des informations qui seront communiquées dans le cadre du suivi des déploiements. A minima, celles-ci comporteront les éléments suivants :

- Cartographie des déploiements réalisés au format vectoriel (mise à jour du fichier cartographique communiqué dans le cadre de la programmation concertée des déploiements)

Exemple



16/03/2012

confidentiel / secret des affaires

19

## Convention de programmation et de suivi des déploiements

- Fichier de suivi des déploiements à la maille de la commune comportant le nombre de logements et locaux à usages professionnels « Raccordables », « Raccordables dès autorisation », et « Raccordables sur demande ».

### Communes hors Zone très dense AMII

Code INSEE	EPCI	Commune	Nombre total de PM à former	Début de déploiement	Nombre de PM En cours d'établissement	PM mis à disposition	Nombre de locaux à former	Nombre de locaux à former dès autorisation	Nombre de locaux à former sur demande
83081	CA Var Estérel Méditerranée	Fréjus		2013					
83118	CA Var Estérel Méditerranée	Saint-Raphaël		2013					
83003	CA Dracénoise	Ampus		à partir de 2015					
83004	CA Dracénoise	Les Arcs		à partir de 2015					
83011	CA Dracénoise	Bergemon		à partir de 2015					
83028	CA Dracénoise	Calles		à partir de 2015					
83038	CA Dracénoise	Châteaudouble		à partir de 2015					
83041	CA Dracénoise	Clavières		à partir de 2015					
83050	CA Dracénoise	Draguignan		2014					
83058	CA Dracénoise	Figanières		à partir de 2015					
83058	CA Dracénoise	Flayosc		à partir de 2015					
83072	CA Dracénoise	Lorgues		à partir de 2015					
83082	CA Dracénoise	Montferrat		à partir de 2015					
83085	CA Dracénoise	La Motte		à partir de 2015					
83088	CA Dracénoise	Le Muy		à partir de 2015					
83134	CA Dracénoise	Terredieu		à partir de 2015					
83141	CA Dracénoise	Trans-en-Provence		à partir de 2015					
83148	CA Dracénoise	Vidauban		à partir de 2015					
83120	CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Saint-Zacharie		à partir de 2015					
83126	CA Toulon Provence Méditerranée	La Seyne-sur-Mer		2012					
83129	CA Toulon Provence Méditerranée	Six-Fours-les-Plages		2013					
83150	CC Luberon Durance Verdon	Vinon-sur-Verdon		à partir de 2015					

### Commune hors Zone très dense

Code INSEE	EPCI	Commune	Début déploiement	Nombre de PM En cours d'établissement	PM mis à disposition
83153	CA Toulon Provence Méditerranée	Saint-Mandrier-sur-Mer	à partir de 2015		

### Commune Zone très dense

Code INSEE	EPCI	Commune	Début déploiement	Nombre de PM En cours d'établissement	PM mis à disposition
83137	CA Toulon Provence Méditerranée	Toulon	2010		

- Fichier IPE précisant notamment le statut de chacun des logements et locaux à usages professionnels rattaché au PM (Raccordable sur demande / Raccordable dès autorisation / Raccordable).

Comment identifier-on les les nouvelles  
sans ambiguïté:  
Qui → obligation à terme à court terme  
Vale = immédiat  
Possibles : court à long terme

## Convention de programmation et de suivi des déploiements

Convention de programmation et de suivi des déploiements

**Annexe 9 : Désignation des interlocuteurs de l'ORC et de la Collectivité**

Les interlocuteurs des Collectivités :

Les Collectivités	Nom Prénom (Direction/Service)	Téléphone / mail
CAVEM	Mr OLLIER Paul-Christian (DGAS)	04.94.19.31.03/ pc.ollier@cavem.fr
	Mr GALMACCI Jean-Didier (DSI)	04.94.19.31.07 / jd.galmacci@cavem.fr
Ville de Fréjus	Mme DIMITROFF Marie-Hélène (DSI)	<u>04.94.17.66.96/mh.dimitroff@ville-frejus.fr</u>
Ville de Saint-Raphaël	Mme GROSJEAN Virginie (DSI)	04.94.82.15.68 / <u>v.grosjean@ville-saintraphael.fr</u>
CAD	Mr QUILICI Pascal (DSI)	04.94.50.23.83 / <u>pascal.quilici@dracenie.com</u>
TPM		
Saint Zacharie		
Vinon sur Verdon		
Département du Var	Mr SEVAL Jean-Pierre (Délégation Routes, Transports, Forêts et Aff Maritimes)	0627444609 / <u>jseval@var.fr</u>
	Mr CARLE Gilles (Direction des Collèges et de l'Education)	0621882375 / <u>gcarle@var.fr</u>
Région Provence Alpes Côte d'Azur		

Les interlocuteurs de l'ORC

- Laurent Londeix : Délégué régional Provence Cote d'Azur

#### Convention de programmation et de suivi des déploiements

- Olivier Daguillon : Directeur des relations avec les collectivités locales
- Barath Tripard : Directeur Fibre Sud Est
- Chargé d'affaires (UI)
- Correspondant Réseau Collectivités Locales (UPR)